

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ARTISANAT RURAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le lundi 2 juin 1930, à 2 heures

PAR

Pierre de FÉLICE

Président : M. PIROU, professeur

*Suffragants : { MM. MONNIER, professeur
LESCURE, professeur*



PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1930

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ARTISANAT RURAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le lundi 2 juin 1930, à 2 heures

PAR

Pierre de FÉLICE

Président : M. PIROU, professeur

*Suffragants : { MM. MONNIER, professeur
LESCURE, professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1930



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'ARTISANAT RURAL

INTRODUCTION

Il est une alliance naturelle que l'incompréhension et l'absence de contact peuvent momentanément écarter, mais que les circonstances actuelles vont imposer — particulièrement en France — avec une inéluctable brutalité : c'est l'alliance entre une industrie à la recherche de débouchés et une agriculture qui doit sans retard s'industrialiser.

* * *

La fabrication de nos usines métallurgiques et mécaniques a besoin d'être abondante pour être à bon marché. Tout le mouvement récent de concentration, de rationalisation des entreprises qui tend à restreindre les frais généraux en organisant et en répartissant scientifiquement le travail est né de cette impérieuse nécessité. Pour économiquement favorable que soit cette évolution, elle pose et posera surtout demain, dans chaque pays, un problème de plus en plus complexe de débouchés.

En France, jusqu'ici, pour écouler sa production multipliée, l'industrie a trouvé des régions dévas-

tées à reconstruire et des facilités anormales d'exportation. Aujourd'hui déjà, les difficultés surgissent de toutes parts. La baisse du franc, qui rendait l'achat de nos produits avantageux pour l'étranger, a fait place à la stabilité monétaire, c'est-à-dire à une lutte sans aide artificielle. Les barrières douanières, en dépit des proclamations internationales, ont été relevées dans de nombreux pays. La conquête des marchés étrangers est devenue de plus en plus difficile en face d'une exportation américaine forte de ses prix de revient scientifiquement comprimés. Devant de tels faits, force est bien à nos producteurs industriels de concentrer leurs regards sur le marché intérieur, de susciter, de séduire le plus grand nombre possible d'acheteurs français.

La solution la plus facile est de se faire réserver cette clientèle nationale par l'élévation des droits de douane, c'est-à-dire en entravant l'introduction en France de la marchandise du concurrent étranger. Nos gouvernants n'y ont point manqué. Cependant, le procédé est à la longue plus néfaste que fructueux. La nation étrangère, victime d'une élévation du droit de douane, s'efforce d'abaisser d'autant ses prix de revient ou recourt à des subventions plus ou moins déguisées, afin d'introduire quand même la marchandise de ses ressortissants dans le pays protégé. A l'intérieur de ce pays, l'augmentation du droit de douane se traduit par une hausse des prix, laquelle restreint forcément le nombre des acheteurs nationaux... Bien plus, cette

élévation des prix rend, à son tour, impossible la lutte contre le produit étranger sur le marché extérieur, stérilise le courant d'exportation...

Dans un monde économiquement troublé, morcelé par d'inextricables réseaux douaniers, les Etats doivent donc s'efforcer de multiplier, sans recourir à l'élévation des droits protecteurs, le pouvoir de consommation de leurs nationaux. Cette méthode peut seule, en effet, entretenir le courant de commandes nécessaire à des fabrications en série, et par là même, sauvegarder les possibilités de lutte économique sur les marchés étrangers. Elle conduit, de plus, à une harmonie sociale beaucoup plus grande : L'industriel, conquis par cette manière de concevoir, ne voit plus dans l'ouvrier simplement l'homme qui alourdit les prix de revient de tout le poids de son salaire, mais celui qui, par sa puissance de consommation accrue, généralisée, peut aussi l'aider à alléger ses prix, en rendant possibles des fabrications en série. Il ne voit plus dans l'agriculteur seulement le producteur des denrées alimentaires dont le cours régissant les salaires doit être étroitement comprimé, mais aussi et surtout l'indispensable consommateur présent et, peut-être, l'essentiel consommateur futur de ses produits manufacturés.

En fait, ce sentiment plus juste de l'interdépendance entre l'accroissement du pouvoir d'achat des masses paysannes et la prospérité des usines, envahit, à l'heure actuelle, l'esprit des industriels

éclairés. Et cette conception nouvelle pénètre le monde des affaires — c'est là la grande chance qu'il ne faut pas négliger — au moment précis où l'agriculture commence, de son côté, à ressentir le besoin de plus en plus urgent de s'industrialiser.

* * *

Tandis que l'industrie s'inquiète de l'étroitesse de ses débouchés, la culture, selon les procédés actuels, est devenue, en effet, visiblement trop onéreuse : le prix de vente des produits du sol couvre à peine les frais actuels de leur production. Pour mettre fin à une crise grave les agriculteurs comprennent qu'ils doivent, non seulement, s'organiser commercialement pour tenir tête à leurs rivaux sur le marché économique, mais aussi envisager une véritable révolution de leurs méthodes techniques et une accentuation de leurs tendances coopératistes. Pour parer à un déficit croissant de la main-d'œuvre rurale et travailler la terre avec le moins de perte de temps possible, un équipement mécanique et électrique des fermes s'impose.

Les éléments de cette transformation sont à pied d'œuvre. Sur 37.981 communes, 22.479 étaient électrifiées au 1^{er} janvier 1929, soit 60 %. Au 1^{er} janvier 1930, il ne devait plus rester que 9.200 communes dépourvues de lumière. L'extension des réseaux en surface s'achève ; l'ère des applications industrielles de l'électricité doit commencer : c'est

de l'emploi de cette force motrice généralisé et répandu, aussi bien dans les communs des châteaux que dans les granges de petites fermes, que peut naître le plus grand enrichissement de l'économie française.

Si les paysans avantagés par des moyens financiers puissants et par l'étendue non morcelée de leur exploitation achètent déjà le matériel perfectionné nécessaire, si — pour ne citer qu'un exemple — de 400 hectares labourés électriquement en 1919, on est passé en 1929 à 8.000 hectares, des coopératives d'achat et d'exploitation de matériel agricole, comparables aux coopératives actuelles de battage, sont appelées à s'instituer. Elles mettront à la portée des paysans modestes les moyens mécaniques et électriques de culture, susceptibles de rétablir, à leur profit, une égalité aujourd'hui faussée dans la lutte commerciale à l'avantage des gros agriculteurs. Cette évolution est même d'autant plus souhaitable que seul le développement des applications agricoles de l'électricité permettra aux réseaux ruraux concessionnaires, grâce à une consommation accrue en face de frais généraux constants, d'abaisser le prix de vente du courant sans que cet abaissement ait une répercussion fâcheuse sur la situation financière des compagnies distributrices sur les budgets départementaux ou communaux appelés à venir tôt ou tard au secours de toute entreprise d'intérêt public devenu déficitaire.

Effort économique primordial, cette électrifica-

tion des méthodes de culture apparaît, en outre, comme une mesure de large portée sociale, comme le remède le plus efficace contre l'exode rural. Pour garder à la terre les ouvriers agricoles, que l'attrait de la propriété n'y retient pas, il convient, en effet, d'en faire des hommes capables de fournir grâce à des engins perfectionnés, un maximum de rendement avec un minimum d'efforts, de les transformer en travailleurs susceptibles d'avoir une rétribution accrue, un logement personnel indépendant, une législation sociale protectrice, des droits professionnels respectés. Pour retenir au bourg ceux que leur habileté manuelle attirerait vers l'usine de la ville, il faut les initier aux emplois de la force motrice électrique, force qui peut se diviser à l'infini, s'introduire jusque dans le moindre foyer et fournir à tous les paysans, grâce à un moteur de faible puissance, pendant les veillées d'hiver, la possibilité appréciable d'un métier d'appoint.

* * *

Seulement, pour réaliser cette indispensable rénovation des méthodes actuelles de culture et donner à l'agriculteur cette activité complémentaire, une œuvre d'éducation paysanne, d'initiation industrielle, d'assistance technique des milieux ruraux, est presque entièrement à faire. Le cultivateur n'emploiera des moyens mécaniques, électriques, de travail que si, rendu lui-même « bricoleur »,

il perd la peur instinctive de tout instrument perfectionné. Il ne prendra figure de producteur moderne que s'il trouve, dans son village, à proximité de chez lui, l'artisan rural — l'électricien, le mécanicien — qui pourra, à peu de frais, lui réparer sur-le-champ sa semeuse ou lui dépanner sa baratte. Il ne recourra intensément à l'appareillage électrique que s'il voit, dans le petit moteur familial, le moyen d'avoir l'hiver, aux heures de chômage involontaire, un « métier d'appoint » dont le rendement lui permettra d'arrondir ses gains.

Or, de toute évidence, pour susciter cet état d'esprit nouveau chez l'agriculteur, pour créer le joint, l'articulation, entre l'industrie — qui a besoin de cette modernisation de la culture, afin d'accroître ses débouchés — et l'agriculture qui pressent la nécessité de cette transformation de ses méthodes, il faut nécessairement des *agents de liaison* entre ces deux formes d'activité économique. Il faut des hommes capables d'être à la fois *les placiers de l'usine* et les *initiateurs du paysan*, d'un paysan que l'école aurait orienté déjà vers une certaine compréhension de la technique moderne. Et c'est là, précisément le rôle des artisans ruraux. Ce sont eux qui, sous les vocables de mécaniciens, d'électriciens, etc... doivent devenir les conseillers techniques locaux pour l'équipement électrique et mécanique des fermes, les véritables éducateurs économiques des masses rurales.

L'artisan modernisé de nos villages est appelé à

être, à la fois, le réparateur des instruments agricoles et l'éducateur artisanal du paysan. Auxiliaire du cultivateur, dans les mois actifs, pour l'entretien des engins de culture, il sera aussi, dans la morte saison, le moniteur, l'organe de direction de tous les métiers d'appoint familiaux. Par lui, la classe paysanne connaîtra — entre l'ingénieur agronome et le cultivateur facilement routinier — les cadres techniques moyens qui lui ont jusqu'ici toujours manqué et qui, avec l'immigration en France d'une main-d'œuvre étrangère de plus en plus abondante, deviennent chaque jour plus indispensables à la sauvegarde des intérêts français. La terre aura ainsi à son service des hommes capables, non seulement de porter le rendement économique du sol à son maximum par une culture plus intensive, mais de féconder l'activité paysanne par l'accomplissement d'un métier d'appoint pendant les hivers désœuvrés.

Grâce à cet artisan le Génie Rural aura un collaborateur local, susceptible de faire progresser utilement l'électrification des campagnes et de guider les usagers de la T. S. F. De même que les grands domaines ont leur régisseur, les petites exploitations paysannes trouveront en lui le conseiller sûr, en vue d'une exploitation intensive, scientifique, du sol.

* * *

Vision d'avenir, elle nécessite pour sa réalisation, à la fois la formation d'artisans d'un nouveau type

et la création d'un milieu économique favorable à la prospérité des métiers ruraux.

En France, les hommes, pour accomplir cette mission, ne manqueront pas. Même à l'heure actuelle, le problème des artisans ruraux tient moins à l'insuffisance de leur nombre qu'à l'inadaptation de ceux-ci aux nouvelles fonctions qui devraient être les leurs. Sans doute, d'une enquête menée par la Confédération générale de l'Artisanat français, dans huit départements pris au hasard, on pouvait conclure, en 1928, que sur 2.571 communes rurales, 1818 avaient un nombre suffisant d'artisans pour leurs besoins, et que 753, soit près du tiers, en demandaient l'envoi (Les professionnels principalement réclamés étaient les maréchaux, les charrons, forgerons, et les mécaniciens réparateurs de machines agricoles ; ensuite, on sollicitait des ouvriers du bâtiment, et enfin des ouvriers du vêtement). Mais il résulte de certaines enquêtes régionales, que le nombre des communes rurales qui réclament des artisans est relativement faible : sur 269 on en demandait 14 dans le Rhône ; en Alsace et en Lorraine, les communes rurales n'ont demandé que 1.291 artisans sur un total de 39.000 artisans établis, soit, 3,3 %. Il suffirait donc, vraisemblablement, pour effacer ce léger déficit, d'un effort limité de propagande, surtout si l'on songe combien les conditions économiques actuelles sont favorables à ce recrutement.

La concentration des entreprises et l'inévitable

question du logement qu'elle entraîne, la division du travail et l'automatisme quasi absolu du rôle de l'ouvrier qu'elle peut engendrer crée, en effet, chez nombre de jeunes français, un désir d'émancipation, de création personnelle indépendante qui trouve, dans l'artisanat, une indéniable satisfaction. Pendant son enquête sur les besoins d'artisans ruraux la Confédération générale de l'Artisanat français remit des communiqués aux journaux des huit départements objets de ses investigations. Or, près de 500 demandes parvinrent à la Confédération, venant d'ouvriers et d'artisans de différentes professions qui désiraient exercer leur métier, de nouveau, à la campagne.

Une forme d'activité bien française ne demande donc qu'à s'épanouir dans l'atelier rural, pourvu que des situations suffisamment sûres et rémunératrices s'offrent à ceux qui s'y consacreront. La fantaisie individuelle, origine des inventions techniques et des créations artistiques, qui sont l'honneur de notre pays — fantaisie comprimée, atrophiée par la vie de l'usine — ne peut, en effet, s'abandonner actuellement à ses caprices sans un minimum de sécurité, sans la garantie d'un rendement pécunier suffisant.

Or là est précisément la difficulté du problème...

Le dilemme est le suivant : sans artisans ruraux pas de rapide initiation paysanne aux formes modernes de culture, pas d'extension importante du machinisme en agriculture, pas de création d'un métier

d'appoint au foyer paysan... A l'inverse, sans machinisme agricole développé, sans métier d'appoint au foyer paysan, pas de clients suffisants pour assurer le gagne-pain de l'artisan rural.

Ce nœud gordien dans lequel tient peut-être toute la destinée économique française, qui le tranchera ?



Le problème s'élève : il cesse d'être technique pour devenir financier.

Ce sont les banques, encouragées peut-être par l'Etat, qui doivent briser le cercle, faire les premiers frais, — frais provisoires qui seront bientôt largement rémunérés, — en vue de la rénovation de l'agriculture et du développement des clients de l'industrie ; ce sont elles qui doivent, entre la réalité présente et la vie agricole et industrielle souhaitées, préparer la transition, avancer à la terre les moyens financiers d'un outillage nécessaire.

Jusqu'ici la culture ne connaît que les formes économiquement les moins intéressantes du capital. De vieilles fortunes se survivent, péniblement, et sans force active de progrès sur de grands domaines ancestraux. Des richesses jeunes, généralement rapidement acquises, cherchent, comme un besoin instinctif, une consolidation, une consécration dans l'achat de la terre, mais leurs heureux possesseurs ignorent souvent tout de la culture. Les sociétés commerciales font une exploitation intensive du

sol... ou de la crédulité de leurs souscripteurs. Le paysan isolé apporte à la terre un travail acharné, mais sans l'indispensable levier d'un machinisme perfectionné.

Le grand problème du financement de l'agriculture par les banques — et non par les seules forces du crédit agricole officiel — reste donc à résoudre. Or pour cette œuvre susceptible de mettre fin en partie à toute la crise actuelle des affaires, les établissements de crédit trouveront, dans les coopératives agricoles, les intermédiaires les plus sûrs et dans les artisans ruraux, leurs meilleurs agents d'exécution.

De larges crédits consentis à ces hommes de métier, initiateurs mécaniques du paysan pour leur installation, aux coopératives agricoles pour l'achat de machines perfectionnées, permettraient un écoulement, d'abord factice, de nombreux produits manufacturés. Ils rendraient bientôt réelle — par l'abaissement des prix de revient des surfaces cultivées et le développement parallèle du pouvoir de consommation de la classe paysanne — la multiplication des commandes faites à toutes les industries. A son tour, cette multiplication des achats rendrait possible une fabrication en série plus intensive et, par suite, un abaissement des prix de vente des produits manufacturés...

* * *

Initiation mécanique des paysans, formation d'artisans ruraux de métier, financement de l'œuvre arti-

sanale par un crédit direct à l'artisan, par un crédit à la consommation des instruments mécaniques et électriques de culture, tels nous apparaissent les trois aspects d'un même problème, — le problème de l'artisanat rural. — qui est lui-même à la base d'une question vitale pour ce pays : la rationalisation de l'agriculture.

**INITIATION MÉCANIQUE
DES AGRICULTEURS**

L'ATELIER DE BRICOLAGE

Si l'exode rural ne peut être enrayé que par une action psychologique et économique de longue haleine, il est un moyen de suppléer, dès maintenant, à l'insuffisance de main-d'œuvre qu'il crée : c'est d'améliorer la formation technique du paysan et du salarié agricole afin de les rendre l'un et l'autre capables de s'adapter sans retard aux nouveaux procédés chimiques, mécaniques, électriques de culture qui seuls peuvent remplacer la main-d'œuvre trop rare et alléger les prix de revient des produits du sol. Etablis, forges, perceuses, tours à bois, appareils électriques d'application courante, doivent familiariser, le plus tôt possible, les paysans avec les progrès actuels de l'outillage et avec les menus travaux, grâce auxquels ils peuvent améliorer, à peu de frais, le confort de leurs foyers. Le bricolage, c'est à-dire l'exécution d'œuvres simples et de réparations courantes est une nécessité des plus actuelles pour les masses rurales.

* * *

Par l'enseignement agricole, l'initiation au bricolage est déjà, à peu près, résolue. Des ateliers sont

prévus par le décret du 25 décembre 1926 dans les écoles d'agriculture. Au cours des deux ans à deux ans et demi que dure la scolarité, le travail du bois et du fer, la grosse vannerie, la réfection des bâtiments sont parmi les matières du programme. Peut-être développerait-on encore cet à côté de l'enseignement agricole, si l'on mesurait combien il importe, dans la pratique, que l'agriculteur sache faire les réparations de fortune et les petits travaux de construction — seuils de portes, marches d'escalier, cimentage des sols en terre battue — qui coûtent très cher à faire exécuter, même si l'artisan de métier n'est pas trop loin, et qui occupent si fructueusement les jours de pluie et font aimer d'un attachement tout spécial le foyer bien personnel qu'on a pu ainsi se créer !

Dans les écoles d'agriculture d'hiver dont les cours s'échelonnent sur deux hivers et qui s'adressent aux jeunes gens âgés d'au moins 15 ans et ayant fait, à la sortie de l'école primaire, au moins deux années de pratique agricole, chez leurs parents ou dans des fermes, un pareil apprentissage est également envisagé. Lorsque ces écoles sont annexées à une école primaire supérieure, on se sert des ateliers de cet établissement ; lorsqu'elles sont jointes à des lycées ou collèges, comme à Laon, il y a création d'un atelier par le département ; lorsqu'elles sont jumelées avec des écoles pratiques d'industrie, celles-ci fournissent tout naturellement leur matériel, et leur personnel, pour l'initiation mécanique des paysans.

Malheureusement les écoles d'agriculture ne forment pas un grand nombre de techniciens, par an, et encore tous ne restent pas dans la culture ! D'autre part, les écoles d'agriculture d'hiver ne sont accessibles qu'à la bourgeoisie déjà aisée de la terre. Or, c'est l'initiation même des masses rurales qu'il faut entreprendre, si l'on veut réellement substituer aux méthodes anciennes transmises de père en fils, par tradition, des procédés nouveaux de produire, notamment si l'on veut généraliser l'emploi de l'électricité, comme auxiliaire du travailleur des champs.

* * *

Diverses solutions s'offrent pour cette indispensable vulgarisation de la science, pour cette nécessaire éducation des mains du paysan : propagande privée, cours ambulants de bricolage, ou cours post-scolaires agricoles. Chacune de ces méthodes a ses mérites mais les ressources restreintes qui peuvent être consacrées à cet objet demandent que l'on concentre les efforts.

La propagande privée, pourvu qu'elle ne soit pas entachée par les préoccupations intéressées d'ordre commercial, peut jouer un rôle important. Des causeries familières sur l'électricité, ses usages et ses dangers, des films de documentation, des communications par T. S. F., une page consacrée aux questions électriques dans la presse locale, sont de

nature à éveiller la curiosité, à susciter les réflexions, préface nécessaire des réalisations pratiques du paysan. Un groupement — la Société de propagande urbaine et rurale — créé en 1927, a eu pour but de rassembler toutes les ressources consacrées à la publicité par différentes entreprises de distribution d'électricité, pour effectuer en leur nom, sous la forme d'expositions automobiles, allant de villages en villages avec les appareils de démonstration, des tournées d'initiation électrique.

Certains départements, plus spécialement désireux de créer pour leurs paysans la possibilité d'un métier d'appoint, ont même fait l'essai d'un cours ambulant de bricolage. S'inspirant de l'exemple des écoles ménagères ambulantes de jeunes filles, le département de l'Isère, par exemple, a créé, dès 1926, des équipes d'instructeurs. Celles-ci, avec leur outillage sur automobiles, stationnent dans une commune pendant six semaines environ, et apprennent aux jeunes gens de 14 à 20 ans comme aux agriculteurs déjà installés, ce qu'il est essentiel de savoir pour se tirer d'affaire avec des appareils de culture perfectionnés. Les résultats ont été brillants, en raison de l'intérêt pris par les cultivateurs à cet enseignement d'ordre pratique porté à domicile, mais la dépense nécessaire — 50.000 fr. par an pour les deux équipes créées en 1926 dans l'Isère — s'est révélée disproportionnée avec le caractère étroitement local et temporaire de cet apprentissage.

Si un tel effort constitue donc un moyen utile de propagande, propre à développer de façon heureuse la curiosité technique et l'habileté manuelle des paysans, il ne saurait être généralisé par suite des trop grands frais qu'il entraîne. C'est autour de l'école primaire de chaque village, près d'un atelier communal de bricolage, que doit se faire l'initiation mécanique des agriculteurs.

* * *

Certains, considérant que pour l'immense majorité des Français l'enseignement se borne au passage à l'école primaire voudraient que, dès ces premières études, des notions de bricolage fussent données à l'enfant. En réalité, à l'école communale, où l'élève a déjà tant de connaissances générales à emmagasiner, on ne saurait demander même l'ébauche d'une formation technique. L'enseignement primaire doit être l'écran cinématographique sur lequel défilent, devant l'esprit de l'enfant, toutes les professions, avec leurs besoins et leurs utilités ; il ne peut, par un programme déjà étroitement dessiné, par des œillères rigides, conduire, à l'aide d'un apprentissage même sommaire, à un métier déterminé. L'instituteur rural n'en a pas moins une tâche d'ordre moral à remplir. Il devra inciter le jeune enfant à l'observation active du milieu dans lequel il vit, contribuer à l'éveil d'une vocation agricole ou artisanale chez l'élève par des classes-promenades

dans des fermes et dans des ateliers d'artisans, par l'évocation des métiers ruraux qui furent jadis florissants... mais il ne saurait servir de moniteur professionnel. C'est à l'enseignement post-scolaire que doit être demandé le dégrossissage manuel du futur paysan.

Au point de vue technique, la solution préférable pour cet enseignement post-scolaire ou enseignement primaire obligatoirement prolongé, serait d'instituer des ateliers cantonaux ou régionaux. L'apprentissage y serait fait, l'hiver, grâce à un personnel spécialisé ayant à son service un outillage bien fourni de démonstration. Un professeur d'une école nationale professionnelle, par exemple, pourrait y faire des cours, tandis qu'un camion à gazogène, des appareils électriques divers et un groupe électrogène lui permettraient de montrer, de suite, à ses auditeurs, l'application pratique des leçons qu'il leur donne. Malheureusement, de telles possibilités techniquement souhaitables, se heurtent, d'une part à des perspectives trop lourdes de dépenses et d'autre part à la paresse des milieux ruraux devant le moindre dérangement. C'est sur place, par l'organisation des cours post-scolaires agricoles, institués par la loi du 2 août 1918, et surtout par la possibilité de faire des exercices pratiques dans un proche atelier qu'il faut initier les paysans.

En créant gratuitement chez les agriculteurs convertis aux applications agricoles de l'électricité des

installations-types, en répandant des manuels élémentaires avec des illustrations bien faites, en mettant, à l'atelier de bricolage, les jeunes paysans en contact avec les éléments constitutifs d'une installation électrique (fils, câbles, coupe-circuits, interrupteurs, prises de courants) on travaillerait, très utilement, à l'éducation scientifique des masses, on augmenterait la valeur de la main-d'œuvre utilisée. Un atelier communal de bricolage en un mot, apparaît absolument nécessaire, si l'on veut faire, avec les moindres frais possibles, une œuvre suffisante et indispensable d'initiation.

* * *

A la création de ces ateliers communaux, diverses collectivités se devraient de contribuer. La commune prendrait une certaine part de la dépense, mais surtout les Offices agricoles, les Chambres d'agriculture, l'Etat et les sociétés intéressées auraient à apporter leur contribution. La loi du 18 janvier 1929 en organisant l'apprentissage agricole, a prévu une certaine tutelle exercée sur lui par les offices agricoles et les Chambres d'agriculture afin que la formation des ouvriers qualifiés de la terre soit faite dans le cadre des coutumes et usages locaux : il est donc logique que ces institutions participent aux frais de l'atelier de bricolage organisme essentiel pour introduire la mécanique et les procédés industriels dans le travail du sol. De son côté, l'Etat qui

reçoit, en vertu de la loi du 13 juillet 1925, le produit d'une taxe d'apprentissage qui est perçue également sur les fournisseurs industriels de la culture et les artisans réputés commerçants, ne saurait se désintéresser financièrement de la formation technique à répandre dans nos campagnes. Enfin, une participation aux frais d'un atelier communal de bricolage, propre à multiplier les consommateurs de courant et d'outillage, pourrait être apportée, en nature, par les producteurs de cette énergie, et les fabricants de ces engins : ce serait pour eux moins une dépense que le meilleur des placements. Un comité de patronage, comprenant les représentants des groupements agricoles, des Offices et Chambres d'agriculture, veillerait, de cette façon, de manière plus étroite à la progression de l'initiation pratique des paysans.

La véritable difficulté de l'atelier communal de bricolage est, d'ailleurs, moins de le créer que de trouver, au village même, un instructeur capable de le diriger.

La première solution qui vient à l'esprit est de confier ce complément nécessaire de l'enseignement agricole postscolaire à l'instituteur. De fait, un effort est actuellement envisagé pour assurer à tous les maîtres de nos villages la formation pédagogique désirable. Une commission interministérielle, chargée d'étudier l'organisation de cet enseignement, par les soins de l'instituteur, vient de déposer son rapport (annexe au *Journal Officiel* du 1^{er} juin 1929).

En présence de deux expériences, l'une faite dans 26 Ecoles normales de départements ruraux tendant à initier tous les futurs instituteurs aux réalités agricoles, au cours même de leurs années régulières d'études, et l'autre faite à Toulouse consistant dans l'accomplissement, à la sortie de l'Ecole Normale, d'un stage d'un an dans une école d'agriculture, cette commission a conclu à la généralisation de la première de ces méthodes. Ainsi, tous les instituteurs auraient bientôt une certaine formation agricole et artisanale.

Pour encourager, dès maintenant, les maîtres de nos villages à organiser cet enseignement postscolaire agricole, il est proposé de donner désormais à ceux qui se consacreront à cette tâche sans le brevet agricole spécial une indemnité de 400 francs, alors qu'ils ne touchaient rien précédemment. L'allocation supplémentaire — prévue par la loi de 1918, et portée de 600 à 1.000 francs par le décret du 28 décembre 1928 — serait au minimum de 1.000 francs pour tous les instituteurs pourvus du brevet agricole qui feraient soit des cours d'adultes orientés vers la culture, soit des cours postsecondaires agricoles. Enfin, on propose qu'une inspection particulière, par des inspecteurs spéciaux attachés au Ministère de l'agriculture, soit faite régulièrement pour stimuler les instituteurs et maintenir cet enseignement à la hauteur de sa tâche.

Pour utile que soit le développement ainsi envisagé du rôle de l'instituteur en matière d'ensei-

gnement agricole, il semble, néanmoins, que le maître de l'atelier de bricolage doive être — non pas l'instituteur qui a pour mission l'enseignement général et l'initiation des futurs paysans aux données économiques et sociales de leur métier — mais l'artisan le plus qualifié du village.

Si la désertion des campagnes et la transformation des usages ont, peu à peu, éloigné du hameau les bourreliers, forgerons et autres artisans de forme ancienne, certains d'entre eux sont restés au bourg, d'autres, mieux adaptés aux besoins actuels — mécaniciens et garagistes — sont venus s'y installer. Au plus qualifié de ceux-là, pourrait être temporairement confiée la mission d'apprendre à nos paysans à bricoler. Il leur enseignerait à faire les réparations d'urgence qui mettent fin aux accidents, risquent en plein travail d'interrompre fâcheusement la tâche ; il leur donnerait le moyen d'effectuer les menus travaux qui permettent d'agréments, à peu de frais, le confort et le charme d'une maison.

Cet effort d'initiation paysanne demandé aux artisans ruraux, serait pour eux doublement récompensé. D'une part, ils pourraient bénéficier, en partie, des primes d'apprentissage actuellement distribués à quelques patrons qui forment des apprentis (ces primes seraient non seulement une rémunération de leur peine mais encore un moyen pour eux d'aller au cours d'artisanat rural le plus voisin afin de se tenir au courant des nouveautés) d'autre part, contrairement aux craintes des artisans installés,

cet effort d'instruction pratique des paysans multiplierait la clientèle de leurs échoppes : l'initiation sommaire des agriculteurs aux progrès de la mécanique et de l'électricité n'en ferait pas des gens de métier, capables d'effectuer des réparations importantes, elle les inciterait simplement à recourir davantage à l'outillage moderne et, en multipliant ainsi les appareils en service, elle augmenterait tout naturellement les occasions de travail de l'artisan rural. Les éléments de jardinage donnés aux citadins n'ont jamais nui aux hommes de métier, les notions de bricolage ne nuiraient pas davantage aux artisans proprement dits.

* * *

La fréquentation des ateliers de bricolage, dirigés par cet artisan rural le plus qualifié serait, d'ailleurs mieux assurée que par le passé par la simple application de la législation existante. La loi du 18 janvier 1929, organisant l'apprentissage agricole, décide en effet, que tout chef d'exploitation doit faire suivre à ses apprentis un enseignement professionnel, soit dans son exploitation, soit dans un des cours post-scolaires institués par la loi du 2 août 1918 et dont l'atelier de bricolage serait partie intégrante. Les Offices agricoles et les Chambres d'agriculture doivent veiller à l'application de cette loi, une propagande appropriée doit éveiller l'attention des familles rurales sur ses avantages. Celles-ci ont, en

effet un intérêt direct à ces facilités : non seulement cet apprentissage agricole permet aux familles nombreuses de bénéficier plus longtemps des lois d'assistance (la loi du 22 juillet 1923 assimile à des enfants de moins de 13 ans ceux qui ont passé un contrat écrit d'apprentissage), mais il assure aux possesseurs du brevet — sanction prévue de cet enseignement — la possibilité d'obtenir de la Caisse Nationale de Crédit agricole des prêts individuels à long terme à un taux plus réduit. La fin de l'apathie des familles mettrait fin à l'inertie des municipalités.

Quant aux difficultés pratiques d'approvisionnement de ces ateliers, elles pourraient être vaincues grâce à un service régional d'assortiment. Les équipes ambulantes instituées dans l'Isère pourraient être généralisées, sous la forme d'organisations interdépartementales servant pour la liaison et l'émulation entre les ateliers communaux de bricolage. Elles se juxtaposeraient à ceux-ci, absolument comme les écoles ménagères ambulantes, se superposent, en quelque sorte, aux écoles primaires qui donnent les éléments d'un enseignement ménager. Ainsi approvisionnés, contrôlés, stimulés par une organisation régionale, nul doute que ces ateliers ne deviennent des centres d'apprentissage pratique suffisamment vivants pour inciter les parents à y envoyer leurs enfants.

Les jeunes agriculteurs comprendront d'ailleurs, sans tarder, l'intérêt primordial de l'éducation

pratique de leurs mains. En fréquentant l'atelier de bricolage, ils auront la possibilité d'être initiés aux formes les plus modernes de culture, c'est-à-dire la facilité de réaliser des gains multipliés sur leur exploitation. Habitué de bonne heure à faire travailler leurs doigts, ils trouveront là l'idée et le moyen de se créer le « métier d'appoint » qui — déjà en honneur dans les régions de montagnes où la morte saison est très longue — pourra permettre d'ajouter un important supplément de ressource à leurs foyers. Bien plus, en effectuant des travaux manuels, des jeunes gens se découvriront peut-être des aptitudes particulières qui les inciteront à devenir artisans de métiers.

* * *

Ainsi, l'atelier communal de bricolage sera, dans le village modernisé de demain, le lieu où les jeunes paysans apprendront à rendre leur exploitation plus scientifique, à se créer, pour l'hiver, une occupation lucrative, à orienter leur vie, vers l'une ou l'autre des deux activités complémentaires qui créeront de plus en plus la prospérité de nos campagnes : le travail de la terre ou l'artisanat rural proprement dit.

LE MÉTIER D'APPOINT

La plus grande révolution économique des temps contemporains c'est le remplacement, en tant que force motrice, de la vapeur — c'est-à-dire d'une puissance d'un coût d'autant moins élevé qu'elle est plus concentrée — par l'électricité qui, au contraire, sans mise de fonds considérable, peut être décentralisée au maximum et introduite avec les mêmes avantages jusque dans les plus humbles foyers. De l'accession possible du travailleur isolé aux bienfaits de la force motrice, les conséquences sociales peuvent être considérables pour le monde agricole.

Le moteur électrique n'est pas seulement appelé à servir pour battre les récoltes, hacher la paille, couper les racines, broyer les grains, actionner les presses, animer la laiterie et seconder la fermière dans son rôle de ménagère. Il est, en outre, destiné à être — par la diminution du temps que, grâce à lui, le paysan consacrera aux travaux proprement agricoles et par la possibilité d'user de la force électrique toute l'année — l'agent de rénovation certain des métiers ruraux. Grâce à l'électricité le cultivateur connaîtra une activité sans chômage

forcé : l'hiver, il exécutera un métier d'appoint, à condition toutefois qu'on sache lui apprendre un tel métier dans un atelier de bricolage et qu'on puisse le rendre lucratif grâce à la coopération. Cette évolution est d'autant plus sûre qu'un régime de décentralisation de la production manufacturière est aujourd'hui souhaité par les esprits les plus perspicaces de l'industrie.

* * *

Ford, dans son livre *Ma vie et mon œuvre*, prévoit la dislocation fatale des industries concentrées. « A mesure que nous perfectionnons nos méthodes de production, et que nous apprenons à fabriquer un objet par pièces interchangeables, écrit-il, ces pièces peuvent être produites partout, dans les meilleures conditions possibles. On peut établir une petite usine sur une petite rivière et l'ensemble des petites usines, fabriquant chacune une partie de l'objet, produira l'objet entier à meilleur compte qu'une grande usine. »

Edward Filène, l'un des grands chefs de l'économie américaine, prévoyant la combinaison du travail agricole et du travail de l'usine décentralisée, ne craint pas d'écrire, de son côté : « La propriété des entreprises pourrait être largement répartie. Il serait alors possible de revenir à l'industrie à domicile, mais sous une forme nouvelle et plus moderne. Nous verrions des usines plus petites

que maintenant et disséminées dans la campagne, et les vrais capitaines d'industrie seraient les inventeurs et les industriels à l'esprit génial qui adapteraient les unes aux autres une quantité d'usines complémentaires appartenant à des propriétaires différents. »

A l'heure actuelle, d'ailleurs, l'excellence du système imaginé par Ford et par Filène trouve en Tchéco-Slovaquie la plus fructueuse réalisation pratique. Grâce à cette méthode d'usines décentralisées, Bat'a a donné un essor considérable à l'industrie de la chaussure qu'il dirige. « Le moyen de sauvegarder l'individualité des travailleurs, écrit-il, c'est d'obtenir comme un emboîtement d'entreprises, soit individuelles, soit collectives, hiérarchiquement subordonnées les unes aux autres, chacune intéressée et responsable dans la mesure que comporte l'entreprise générale. » En fait son usine comprend 250 divisions autonomes, travaillant à façon, la direction générale ne faisant que faciliter la transmission du produit en cours de fabrication d'un échelon à un autre et que garantir un salaire minimum, fixe aux ouvriers. Depuis l'application de cette méthode, les exportations de chaussures tchéco-slovaques vers l'Allemagne — pour ne citer qu'un exemple — sont passées de 1 million 986. 190 en 1927, à 2 millions 270. 420 rien que de janvier à juin 1928.

L'industrie a donné aux métiers artisanaux d'autrefois le moyen de se maintenir et de croître : la machine à coudre, la machine à tricoter. Elle leur apporte aujourd'hui un multiplicateur de leur acti-

tivité singulièrement plus puissant : le moteur électrique. Elle leur ouvre, en outre, par sa production de plus en plus uniforme et en série — production qui doit être adaptée aux goûts divers et toujours hétérogènes des clients — un immense champ d'activité. La mise au point d'objets standardisés est susceptible de faire vivre non seulement de nombreux artisans ruraux proprement dits — transformateurs, finisseurs, apprêteurs, réparateurs — mais d'aider de nombreux foyers paysans à trouver, sous la direction de ces artisans de métier, une occupation lucrative pour les jours d'hiver insuffisamment employés.

* * *

Pour capter, au profit de la classe artisanale et de toute la classe paysanne, cette chance nouvelle créée par l'électrification rurale, deux méthodes sont possibles : l'emploi dans des industries locales ou l'organisation d'un travail à domicile.

L'embauchage temporaire dans des industries de transformation des produits agricoles — laiteries, beurreries, sucreries, féculeries, fromageries — ou encore l'emploi de la main-d'œuvre paysanne saisonnière a des travaux d'industries diverses qui n'exigent aucune spécialisation, présentent des avantages économiques certains, mais ils créent aussi un danger social : celui d'entraîner un partage de la vie du cultivateur entre deux activités, l'une industrielle et l'autre agricole, conflit qui se traduit,

la plupart du temps par la négligence ou l'abandon de la culture.

Ce défaut, trop souvent contrôlé, ne saurait cependant écarter complètement cette première solution. Les personnes désireuses de créer, sur place, des industries de transformation de produits agricoles, doivent être encouragées. Evitant au paysan le chômage forcé et le temps inemployé, si souvent causes d'exode rural, de telles usines, malgré leur caractère industriel et les fréquentations ouvrières qu'elles entraînent, incitent le paysan à rester au village, en y rendant possible l'augmentation de ses gains.

Tous les pays s'efforcent, d'ailleurs, de remettre en honneur les petites industries rurales. En Angleterre, particulièrement, la « Development Commission » fondée en 1910 pour développer la science, l'enseignement et les expériences agricoles, accorde et répartit des crédits importants en vue du développement des petites industries rurales. Elle organise des expositions, fournit des renseignements sur l'installation de ces usines au village, sur les sources les plus favorables d'approvisionnement et les méthodes les plus fécondes d'écoulement de leurs produits. En Suède, pays d'élection de ce genre d'activité industrielle temporaire, en raison du climat, on estime la production annuelle de ces industries domestiques à une valeur totale de 50 millions de francs suisses.

Malgré les avantages économiques que rencontre

ce groupement des activités paysannes en un faisceau à l'usine, pendant les hivers désœuvrés, c'est surtout le travail à domicile facile à exécuter avec un outillage sommaire qu'il convient d'aider, d'encourager, parce que seul il peut, en respectant la production agricole, garder dans la vie du cultivateur un caractère d'appoint.

* * *

En France, pays de la mode, c'est-à-dire du chic et du changement, pays de l'invention et du fini, le travail à domicile qui s'adapte avec le plus de souplesse aux variations et permet l'essor des imaginations personnelles, trouve un terrain des plus favorables. L'industrie textile en Picardie, la soierie de Lyon, la rubannerie de Saint-Etienne, l'horlogerie du Jura et de la Savoie, l'industrie du diamant et des pierres précieuses, doivent déjà aux travailleurs disséminés dans la campagne une grande part de leur prospérité. Un large développement de cette activité auxiliaire des paysans pourrait demain être réalisé, si l'on savait s'inspirer des exemples qui nous viennent de l'étranger et organiser la rémunération du travail à domicile, de façon à faire des agriculteurs eux-mêmes — et non pas de l'usinier du chef-lieu ou de l'intermédiaire qui râfle, à vil prix, les objets patiemment façonnés — les véritables bénéficiaires des profits de leur métier d'appoint.

En Suède, où la morte saison est très longue, les paysans travaillant à domicile sont directement affiliés, moyennant une faible cotisation, à des associations dont le rôle est à la fois moral et commercial. Ces associations s'efforcent, par des livres et des conférences, de ressusciter le goût des vieux métiers ruraux, elles organisent des ateliers d'études, des cours ambulants, des expositions, grâce aux crédits qui leur sont donnés, à cet effet, par l'Etat. Par ailleurs, pour éviter aux paysans l'aléa commercial d'une vente incertaine ou retardée, ces associations achètent au comptant les objets fabriqués par les paysans. Elles attendent l'achat de la clientèle et jusque-là emploient, en faveur des travailleurs, les capitaux qui leur sont fournis, soit sous forme de cotisations par leurs membres honoraires, comme dans nos sociétés de secours mutuels, soit sous forme de crédits bancaires ou de subventions de l'Etat. Le chiffre d'affaires de toutes les associations suédoises de ce genre s'est élevé, en 1926, à 2 millions de couronnes.

En Norvège, on s'est surtout préoccupé de protéger les travailleurs à domicile contre les intermédiaires qui leur achètent à bas prix et écoulent ensuite leurs produits sur les marchés à des taux très rémunérateurs. Depuis 1920, des « comptoirs » créés sur une base coopératiste se chargent de fournir aux paysans la matière première et, souvent, les dessins des objets dont ils savent la vente assurée : meubles, ustensiles en bois et objets de

cuisine. Ces comptoirs paient comptant, grâce aux crédits reçus par eux de l'Etat, des banques et de particuliers généreux ou associés. Ils ont des écoles et des caisses de prêts qui accordent des crédits à échéance de dix ans aux paysans et artisans pour l'achat de leur outillage.

Ces expériences de nations dont la situation géographique a fait, temporairement, nos devanciers dans ce genre d'activité, montrent clairement la double voie dans laquelle il convient de s'engager en France : propagande et coopération.

* * *

L'évocation par l'instituteur dès l'école primaire des veillées d'hiver d'autrefois, égayées par les propos joyeux des artisans, l'orientation donnée aux travaux de l'atelier communal de bricolage en vue de tel ou tel métier d'appoint, pourraient déjà créer un état d'esprit favorable. Des associations désintéressées poursuivant un but de renouveau de l'art régional, non pas dans le sens d'une résurrection impossible du passé, mais dans le désir d'une expression nouvelle des goûts différents et originaux des provinces françaises, seraient des guides sûrs pour nos paysans qui ne demandent pas mieux, bien souvent, que d'être initiés à un métier d'hiver auxiliaire du leur. La Confédération générale de l'Artisanat français a fondé d'ailleurs une association pour la rénovation de l'artisanat rural, dont le but est

d'aider les artisans de métier et aussi précisément de créer et de développer les petits métiers familiaux, par exemple en organisant des expositions périodiques de leurs travaux.

Naturellement, les bénéfices réalisés seraient le meilleur agent de propagande pour le développement du travail à domicile et ces gains ne seront obtenus sûrement que par la coopération.

Grâce aux coopératives, les achats de matières premières nécessaires à ces métiers seraient moins coûteux. Grâce aux coopératives de vente, l'isolement commercial qui prive le travailleur de la campagne de la certitude de vendre et en fait la proie facile de tous les intermédiaires, aurait pris fin. Ces associations se tiendraient en rapport constant avec la demande et pourraient diriger la production, en raison directe des débouchés existants.

L'entente de ces coopératives avec les coopératives de consommation, avec l'industrie hôtelière si bien placée pour l'écoulement des produits régionaux, assurerait une vente rémunératrice. L'institution d'une marque spéciale, comme l'assouplissement des règles du brevet d'invention protégerait le travailleur isolé contre les contrefaçons. Enfin, grâce aux coopératives, non seulement des magasins appropriés permettraient de développer la clientèle nationale, mais l'envoi d'échantillons à l'étranger pourrait créer un certain courant d'exportation.

Les difficultés pratiques de cette organisation familiale et commerciale ne seraient pas très grandes.

Ces petits ateliers familiaux, ces coopératives, ne seraient pas l'œuvre directe des paysans eux-mêmes. Ce sont les artisans de métier qui seraient, sous l'égide combinée des Chambres d'agriculture et des Chambres de Métiers, les surveillants et les moniteurs des cultivateurs, travailleurs saisonniers. Quant aux associations pour la vente, elles seraient les coopératives artisanales, qui dans un rayon spécial de leur activité, emploieraient leurs efforts au profit de tous les paysans.

* * *

Ainsi les agriculteurs seraient guidés, dans leurs travaux d'appoint par les artisans qualifiés du village, comme ils le sont actuellement — malheureusement de trop loin — par le professeur d'agriculture pour la mise en valeur de leurs champs. Ils travailleraient avec les conseils bienveillants des hommes de métier installés dans le bourg et rétribués en conséquence de leurs soins. En revanche, par leur participation aux coopératives artisanales, ils apporteraient à celles-ci l'appui de leur nombre et de leur force d'influence.

Par le fait de cette collaboration, l'été dans la réparation des machines agricoles et l'hiver dans l'accomplissement d'un métier d'appoint, une commune estime unirait davantage les deux éléments inséparables de la vie rurale, cultivateurs et artisans ruraux. Cette cohésion, plus grande, au village, se

réfléterait même à l'intérieur du foyer paysan. En rendant les tâches moins pénibles par l'emploi d'un outillage mécanique et électrique de culture, en instaurant, l'hiver, un métier mécanique à la ferme, l'artisanat rural permettrait, en effet, d'associer plus étroitement la femme à la vie active des travailleurs des champs.

L'ARTISANAT FÉMININ

Bricolage et métier d'appoint ont, pour le paysan, surtout une signification d'avenir. Pour la paysanne, au contraire, avec des affectations différentes, il marque les deux occupations qu'elle peut, dès maintenant, accomplir, qu'elle aimerait même entreprendre, si elle y était mieux préparée et pouvait facilement en apprécier le rendement financier. L'initiation ménagère et artisanale est même particulièrement importante pour la femme : non seulement elle lui permettrait de seconder utilement son mari, mais elle lui ferait aimer la vie rurale, en l'intéressant directement aux travaux de la ferme, en donnant une occupation rémunératrice à l'habileté de ses doigts, tout en lui procurant une source de distraction.

Les obligations commerciales, créées par l'écoulement nécessaire de ses fabrications particulières, relieraient davantage la femme au reste du pays et en lui créant des relations mettraient fin à l'isolement social permanent qu'elle subit de plus en plus difficilement dans la ferme lointaine. L'appoint de ses gains rendrait facilement possible l'acquisition de menus objets de luxe ou la réalisation de petits

plaisirs citadins (cinéma, etc.) si enviés par les campagnards aux habitants des villes. Enfin, l'exercice d'un métier, même accessoire, accroîtrait la dextérité des mains de la paysanne, développerait son goût par la vue des modèles d'ouvrage envoyés de la ville et, par suite, l'entraînerait à mieux garnir son foyer, à s'y sentir davantage chez elle, à y demeurer avec plus de satisfaction.

Différentes modalités peuvent, d'ailleurs, être envisagées pour ce métier accessoire. Cette activité peut être conçue, abstraction faite du milieu agricole dans lequel la femme se trouve : lingerie, broderie, peuvent être faites au hameau mieux qu'en ville où tout est mouvement et dispersion. Le travail féminin est, cependant, plus rémunérateur lorsqu'il s'applique à augmenter la valeur des produits de la ferme. A la coopérative parisienne d'artisanat féminin, on nous citait le cas de telle paysanne qui, au lieu de vendre les peaux de lapins à vil prix, récoltait, sans beaucoup de travail, chaque année, un gain de 1.500 francs en les tannant, ou encore le cas de telle ou telle autre qui, par la confection de conserves, de confitures, de foies gras, donnait à telle branche tout à fait accessoire de la ferme, primitivement réputée sans rendement, une valeur marchande des plus intéressantes. L'écoulement des produits artisanaux — à condition de se séparer de la production de l'usine par la conscience professionnelle et l'habileté particulière de l'exécutant — peut se faire sans difficulté à de très hauts

prix auprès de ceux qui savent toujours apprécier la qualité d'une marchandise.

L'apprentissage ménager et artisanal de la femme est en réalité un problème primordial : il fait partie intégrante de la mission agricole de celle-ci.

* * *

Des efforts ont déjà été faits pour apprendre aux futures paysannes leur métier. Une Ecole Nationale d'agriculture a été créée en 1923 à Coëtlogon, près de Rennes. L'enseignement qui y est donné comprend une partie agricole — laiterie, beurrerie, fromagerie, aviculture, etc. — et une partie ménagère : économie domestique, couture, hygiène et puériculture, etc... Il constitue une excellente préparation, dont malheureusement, en raison de l'éloignement, trop peu de futures paysannes peuvent, actuellement, profiter.

Pour celles qui n'ont pas la bonne fortune de recevoir cet enseignement complet, des écoles ménagères ambulantes se transportent de village en village. Elles donnent aux filles d'agriculteurs une instruction professionnelle sommaire. La durée des études, qui est généralement de trois mois, est employée à des travaux manuels adaptés aux conditions économiques de la région. Ces écoles, de caractère départemental, sont administrées par une directrice assistée d'un professeur adjoint, toutes deux ayant, après concours, passé un an dans la

section normale supérieure, annexée à l'Ecole Nationale d'agriculture de Coëtlogon. Malheureusement on compte à peine une école ménagère ambulante par département.

De ce fait, certains centres jugeant nécessaire la répétition régulière et périodique d'un enseignement ménager ont institué des écoles fixes, comprenant deux sessions par an, la première d'octobre à janvier, la seconde de février à fin mai. En outre, ces écoles créent en annexe des cours temporaires ayant lieu entre huit et dix heures du soir et destinés aux femmes et aux jeunes filles qui, retenues à la maison, ne peuvent suivre les leçons de la session normale.

A Angers, par exemple, un cours d'enseignement ménager a été organisé à l'école primaire supérieure de filles, avec la collaboration du ministère de l'Intérieur (pupilles de l'Assistance publique) et avec la collaboration de la Chambre des Métiers (cours spéciaux aux apprentis). En 1928, la direction de l'Enseignement technique a subventionné, d'après le rapport de M. Spinasse pour le budget 1929, 16 centres d'enseignement ménager, et 32 ateliers ou trousseaux.

Enfin, certaines communes ouvrent aux jeunes paysannes un enseignement post-scolaire agricole, selon les vœux de la loi du 2 août 1918. Ces cours sont donnés aux jeunes filles de 13 à 17 ans, à leur sortie de l'école primaire, pendant l'hiver, théoriquement à raison de 150 heures par an. La per-

sonne, chargée en principe de cet enseignement, est l'institutrice pourvu qu'elle possède le brevet d'enseignement agricole et ménager, délivré après des stages spéciaux par le ministre de l'Agriculture. En fait, ce brevet est préparé par les futures institutrices à l'Ecole Normale, grâce à la session que les écoles ménagères ambulantes ont pris l'habitude d'y ouvrir. Le nombre des cours post-scolaires agricoles, et ménagers agricoles, reconnus par l'Etat, s'est élevé à 1.075 en 1928, contre 1.016 en 1927.

Certaines villes ont encore, au profit des jeunes filles, fait application de la loi du 25 juillet 1919 sur l'Enseignement technique. Le Conseil municipal de Nantes, par exemple, a décidé, en 1927, la création de cours municipaux de deux sortes : des cours professionnels préparant les apprenties au Certificat d'aptitude (cours de giletières, de modistes et de couturières) et des cours ménagers destinés à toutes les jeunes filles quelle que soit leur profession, et portant sur l'économie domestique, le ménage, la lingerie, les modes, etc...

* * *

Que ce soit à l'école ménagère ambulante, à l'école fixe, dans des cours agricoles post-scolaires ou dans des cours professionnels, l'enseignement ainsi donné est beaucoup plus destiné à apprendre à la femme à être bonne ménagère qu'à lui enseigner un

métier. Au point de vue rural, on ne saurait s'en plaindre, car les métiers d'appoint que la femme du paysan pourrait entreprendre sont beaucoup moins lucratifs que les travaux complémentaires de la ferme, qu'elle peut ainsi exécuter.

Chaque jour, cependant, l'enseignement général et artisanal de la femme devient plus important. A mesure que l'agriculture se perfectionne, le paysan doit s'organiser commercialement et la femme doit être de plus en plus appelée à tenir la comptabilité, à veiller aux gains réels, à s'informer des méthodes nouvelles de vente. L'activité féminine est, d'autre part, chaque jour davantage en contact avec les éléments mécaniques de la ferme.

Le Danemark a merveilleusement compris cette importance particulièrement actuelle de l'enseignement général et artisanal féminin. Les Ecoles populaires supérieures qui prennent en pension les élèves sortant de l'école primaire, moyennant un prix très modeste, d'ailleurs souvent payé par une bourse d'Etat, leur réservent un enseignement spécial pendant les trois mois d'été. Ces cours, adaptés exactement aux besoins futurs de la fermière, sont très intensément suivis : sur le total de 6.719 élèves, passés dans les écoles populaires supérieures en 1925-1926, on comptait 3.229 jeunes gens et 3.490 jeunes filles. Outre ce séjour côte à côte, où les futures paysannes apprennent à s'estimer et à s'entraider, il existe, au Danemark, 161 cours complémentaires ouvrant leur enseignement à plus de

11.000 élèves, masculins ou féminins, et 769 cours du soir apportant les rudiments de science agricole nécessaire à plus de 17.000 jeunes gens et jeunes filles de la campagne.

* * *

En France, bien des cours complémentaires trop exclusivement orientés vers la préparation de quelques élèves à l'Ecole Normale ou au fonctionnariat pourraient avoir un enseignement plus harmonieusement équilibré entre ces préparations et les travaux pratiques. Sans négliger la culture générale, de tels cours montreraient aux jeunes filles l'intérêt trop souvent méprisé des ouvrages manuels. Ils pourraient les familiariser avec les différents métiers d'appoint, possibles même dans une ferme éloignée, et plus particulièrement avec tel métier en connexité avec l'industrie prédominante de la région.

Conçus ainsi d'une manière rationnelle et économiquement utile, les cours complémentaires n'auraient pas pour seul intérêt de préparer les futures paysannes à des occupations lucratives, ils serviraient aussi à celles qui, demeurant à la ville, auraient plus tard besoin d'une spécialité, d'un métier, pour gagner plus largement leur vie. Par des visites fréquentes d'atelier au cours de cet apprentissage, l'enseignement ainsi reçu préparerait en outre ces jeunes filles à la transition entre la vie familiale et la concurrence brutale qu'elles trouveront à l'usine.

* * *

Qu'elle travaille dans une ferme ou à la ville, la femme faisant métier d'artisan, aura besoin d'une protection toute particulière et d'une organisation commerciale appropriée.

La loi du 10 juillet 1915, sur le salaire minimum des ouvrières à domicile, ne sera respectée que si l'inspection du travail, ou mieux, un service spécial de contrôle institué par la Chambre de Métiers de la région, assure étroitement, par des investigations fréquentes, son application. Les artisanes électriciennes et éligibles aux Chambres de Métiers, en vertu de la loi du 26 juillet 1925, pourront exercer, à cet égard, une action particulièrement vigilante, afin d'éviter à leurs collègues des salaires de famine, trop souvent offerts par des employeurs peu scrupuleux.

Toutefois, la coopération sera, là encore, le meilleur remède contre l'abus. Dans ce but, en liaison avec la « France Artisanale, » groupement masculin, une coopérative d'artisanat féminin a été créée à Paris. Aidée de concours privés généreux, elle facilite la vie de l'ouvrière à domicile, en même temps qu'elle s'efforce de maintenir le bon renom traditionnel de la production artisanale.

Intermédiaire entre le magasin et l'artisane affiliée (il suffit pour être affiliée qu'une ouvrière prenne une action de cent francs, dont le 1/5 seulement

doit être immédiatement versé), la coopérative achète en gros les matières premières, discute le prix avec l'acquéreur de la marchandise confectionnée, fait du crédit à la vendeuse. Ainsi, grâce à la coopérative d'artisanat féminin, l'artisane peut trouver au prix de gros la matière première pour la quantité exacte dont elle a besoin. Elle reçoit, comme rétribution de son travail, un prix discuté d'égal à égal, entre son association et l'acheteur. Elle touche un paiement comptant pour les objets produits, la coopérative avançant l'argent et se substituant à son affiliée, pour le paiement à 30 jours ou à 50 jours du grand magasin acquéreur. Enfin, pour mettre en valeur les travaux exécutés par ces ouvrières à domicile, et leur créer une clientèle élargie, cette coopérative organise chaque année, à Paris, des expositions d'artisanat féminin et possède une salle d'exposition permanente.

Quatorze cents femmes sont, actuellement, affiliées ; beaucoup se font, en dehors des travaux de leur ménage, un revenu d'appoint de quinze francs par jour. Les objets vendus, résultant du travail des ouvrières à domicile, ont constitué, en 1929, une somme de 472.000 francs.

Bien que la coopérative d'artisanat féminin place, accessoirement, des produits d'origine rurale (miel, confitures, conserves, peaux tannées), elle ne dispose ni de la place suffisante, ni de moyens assez importants pour agrandir son œuvre de ce côté-là. Sa réussite pourrait, du moins, servir à encourager

la création de coopératives locales ou tout au moins régionales d'artisanat féminin, celles-ci étant mises en rapport avec la clientèle riche de Paris par la coopérative actuelle.

Pour donner vigueur à l'idée de coopération dans le monde artisanal, on a parlé de créer auprès des Chambres de Métiers un service spécial de propagande : si l'on songe au rôle d'initiatrice et de collaboratrice que le développement même de l'instruction projetée donnerait à la femme du cultivateur, le meilleur moyen de multiplier le nombre des coopératives n'est-il pas de convaincre cette femme de l'intérêt primordial de ces associations ?

L'ARTISAN DE MÉTIER

DÉFINITION

Quelles que soient les craintes des économistes classiques ou les prévisions des socialistes marxistes, il est aujourd'hui démontré que l'essor de la grande industrie n'a, dans aucun pays, anéanti l'artisanat.

En Allemagne, nation la plus fortement industrialisée, d'après les données connues du recensement de juin 1925, les usines et ateliers occupant moins de cinq personnes représentaient 87,1 % de l'ensemble des établissements et occupaient, au total, 2 millions 837.327 personnes, soit 22,4 % des ouvriers recensés (*Wirtschaft und Statistik*, janvier 1928). En France, suivant le *Bulletin de la Statistique générale* d'octobre 1926, sur 1 million 437.000 établissements industriels existant en 1927 958.251 appartenaient à des petits artisans travaillant seuls ou avec un compagnon, 321.497 à de moyens artisans employant deux à cinq compagnons et 25.217 à de grands artisans employant de six à dix compagnons.

Aujourd'hui, les difficultés sociales nées de toute agglomération ouvrière, la possibilité de répartir géographiquement une fabrication devenue plus uniforme, la nécessité d'un finissage sur place des productions de série créent, pour l'avenir, de larges

perspectives à l'artisan de métier... Du côté de l'industrie, l'artisanat n'est donc point en danger.

Il existe, il est vrai, une autre inconnue : l'initiation mécanique de la masse paysanne. Le cultivateur, devenu bricoleur à l'atelier et conservant son habileté manuelle grâce à la pratique temporaire d'un travail d'appoint, n'aura-t-il pas tendance à se passer de l'artisan de métier, n'aura-t-il pas la possibilité de retirer à celui-ci son gagne-pain ?

Certes, l'attitude actuelle des paysans justifie certaines craintes. Les paiements de ceux-ci sont volontiers discutés et retardés pendant de longs mois, lorsqu'il s'agit d'acquitter la note d'un maréchal ou d'un bourrelier. Les coopératives et syndicats agricoles s'efforcent de se substituer à l'artisan pour la vente d'outils, de machines, de tous les accessoires de petite quincaillerie. Enfin, les municipalités rurales sont rarement favorables aux groupements d'artisans dont les délibérations aboutissent, en effet, souvent à la fixation de prix plus élevés pour les travaux effectués.

Cependant, la menace de la concurrence paysanne n'existe que du fait d'un développement insuffisant du machinisme agricole. Le rôle des artisans ruraux suppose à la fois, comme cause et comme conséquence, une extension considérable des instruments mécaniques de culture. A ce moment, une différenciation des deux activités se fera d'elle-même et sans funeste rivalité. D'ici là il faut, évidemment, que les artisans — pour lutter aussi bien contre

l'usine, que pour éviter l'indépendance du paysan vis-à-vis d'eux — se définissent, se groupent et se défendent.

* * *

La définition de l'artisan est si périlleuse que ni le Code du travail, ni le Code de commerce ne s'y sont risqué.

Certes, les fonctions de ces travailleurs autonomes sont faciles à énumérer : ce sont les ouvriers du bois, du fer, du bâtiment et de l'habillement, menuisiers, forgerons, maçons, bourreliers et tailleurs, qui peuvent s'intituler artisans. Malheureusement, le nom ne suffit pas à fixer leurs traits caractéristiques. Dans le mot allemand « handwerker », comme dans la dénomination anglaise « craftsman », il y a la notion primordiale de travail à la main, de force personnelle, sans utilisation d'une aide extérieure. Dans le nom d' « artisan » il y a l'idée essentielle d'art personnel de l'exécutant. De toutes ces expressions, il ne se dégage donc qu'une impression d'ensemble.

Les artisans, en réalité, ce sont par goût des « types », par tempérament des gens aussi différents que possible les uns des autres. Il semble que ce soit le souci de l'indépendance et le fait d'avoir un métier — stabilité professionnelle et formation technique — qui les distingue tous. L'artisan de métier apparaît comme un entrepreneur qui ne se borne pas à diriger le travail d'autrui, qui met la

main à la pâte, qui prend une part directe dans l'exécution de l'objet demandé, qui est à la fois ouvrier et maître. Il est l'homme qui vit, uniquement ou presque, du produit de son échoppe, le travailleur qui a son outillage, sa matière première, sa façon de traiter, qui est établi à ses risques et périls et bénéficie des avantages, comme il subit les aléas, d'une complète indépendance économique.

* * *

A cette absence de caractéristique précise, il n'est pas suppléé par la loi. Non seulement la législation française n'a pas clarifié la matière, mais elle a encore, comme pour compliquer les choses, introduit des distinctions et sous-distinctions basées, la plupart du temps, sur la dimension de l'entreprise artisanale.

La loi fiscale taille plusieurs compartiments dans le monde des travailleurs autonomes. Elle distingue l'artisan patentable, et l'artisan non patentable (ce dernier est celui qui exerce seul son métier et n'emploie ni compagnon, ni apprenti). Créant deux autres catégories, le fisc soumet à l'impôt sur les traitements et salaires le *petit artisan* — c'est-à-dire celui qui travaille avec sa famille, un apprenti et trois compagnons — tandis qu'il frappe de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux celui qui compte un nombre supérieur d'employés.

S'ajoutant à ces divisions fiscales la loi du 27 dé-

cembre 1923, sur le Crédit artisanal, distingue à son tour le *petit artisan*, mais sous des traits différents du petit artisan fiscal. Elle déclare tel celui qui n'occupe en dehors des membres de sa famille, que deux personnes au plus, lui reconnaissant ainsi le droit à un ouvrier supplémentaire par rapport à la définition de l'impôt. Seul ce petit artisan pourra bénéficier d'un crédit à titre individuel.

A son tour, la loi du 26 juillet 1925, portant création des Chambres de Métiers, distingue trois catégories de travailleurs autonomes : le petit artisan, au sens fiscal du mot, le moyen artisan, qui n'emploie pas plus de cinq compagnons ou apprentis et le grand artisan qui, ayant sous ses ordres plus de monde, n'en garde pas moins la direction technique et commerciale de son entreprise.

Bien plus, ces complications de base s'aggravent du fait que de nouvelles distinctions s'établissent en prenant sur elles leur point d'appui. Les règles du gage commercial, notamment le nantissement sur le fonds de commerce et le warrant, ne peuvent pas profiter au petit artisan non inscrit au Registre du commerce. Les grands et moyens artisans ont droit au bénéfice de la loi sur la propriété commerciale, tandis que les artisans, réputés non commerçants d'après les vues assez aléatoires de la jurisprudence, ne peuvent se prévaloir que de la loi sur les locaux d'habitation. Enfin une tendance se manifeste qui vise à séparer, grâce à une distinction nouvelle, les artisans des villes des artisans ruraux,

afin de faire profiter ces derniers des organisations agricoles de crédit.

En vertu de diverses lois (loi du 4 juillet 1900, loi du 30 avril 1926) les artisans « n'employant pas plus de deux ouvriers de façon permanente » sont admis à faire partie de sociétés agricoles d'assurances mutuelles. Aux termes du décret du 9 février 1921, article 9, des prêts à court et à moyen terme peuvent leur être accordés par les Caisses de Crédit agricole, s'ils font partie d'un syndicat d'agriculteurs. Enfin, une proposition Cassez, récemment votée par le Sénat (séance du 27 décembre 1929) admet ces mêmes artisans — et eux seuls — au bénéfice des prêts du crédit agricole à long terme.

* * *

Cette absence de définition légale, cette multiplicité des catégories artificiellement créées d'artisans, s'ajoutant à la variété disparate de leurs diverses occupations, sont une véritable cause d'affaiblissement de toute la profession : la grande famille artisanale se trouve scindée en compartiments distincts au lieu d'être unie dans un effort de défense et de progrès.

Les avantages d'une définition élargie de l'artisan ne sont cependant pas douteux. Elle aurait pour effet par exemple de faire comprendre dans cette catégorie professionnelle des éléments assez riches. Ainsi les coopératives composées d'artisans devien-

draient une base sûre de crédit, apportant la solution au problème, non encore tranché, des garanties à donner aux banques populaires pour la répartition des avoirs inemployés du fonds artisanal au Trésor. Elle éviterait aussi une confusion, qui risque de mettre en opposition regrettable la Chambre de Métiers et la Chambre de Commerce de chaque département, au point de vue de la répartition exacte de leurs électeurs. Sans doute, l'article 6 de la loi du 26 juillet 1925 stipule que les artisans inscrits comme électeurs à la Chambre de Commerce seront inscrits d'office parmi ceux de la Chambre de Métiers et qu'à l'inverse ceux inscrits pour la Chambre de Métiers « pourront » sur leur demande devenir électeurs à la Chambre de Commerce ; il n'y en a pas moins là un conflit qui devrait être évité. Enfin, une définition large et précise créerait une démarcation utile entre l'agriculteur bricoleur et l'artisan de métier, elle unifierait et agrandirait la force artisanale.

* * *

Pour substituer à ces distinctions et sous-distinctions néfastes une dénomination unique et précise, il suffirait de donner corps et âme distincts à la grande famille artisanale par une représentation professionnelle particulière, représentation assez solide et largement conçue pour qu'elle puisse peu à peu fixer le statut exact des artisans.

Tous les pays ont compris cette nécessité et prévu

l'organisation, dans des circonscriptions plus ou moins vastes, d'une Chambre de Métiers composée uniquement d'artisans chargés de centraliser leurs volontés et de représenter auprès des Pouvoirs Publics leurs intérêts. Pour parvenir à cette première formation, chargée par la suite de fixer, de façon précise, les droits particuliers des artisans, deux conceptions différentes sont simultanément intervenues : la conception corporative et la conception démocratique.

La première formule trouve son application pratique en Alsace. La Chambre de Métiers, régie par la loi du 26 juillet 1897, est l'émanation électorale de corporations et associations artisanales. Présidée par le Préfet, les membres en sont élus à l'intérieur de chaque corporation et association, par une sorte de scrutin d'arrondissement. La représentation des ouvriers et compagnons résulte de la structure même de la corporation qui possède, obligatoirement, une commission de compagnons.

La seconde méthode a été consacrée en France par la loi du 26 juillet 1925 : la Chambre de Métiers est élue par tous les artisans *syndiqués ou non*. Les membres sont désignés par un scrutin universel de liste, à raison d'une liste par groupe de métiers connexes. Les ouvriers, de leur côté, ont une délégation fixée par la loi au tiers, contre une délégation des deux tiers représentant les maîtres artisans. Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1925 — et c'est peut-être la meilleure définition

qu'on en ait donné — sont artisans les travailleurs de l'un ou l'autre sexe qui exercent un métier manuel, à condition qu'ils accomplissent ce travail par eux-mêmes — seuls ou avec le concours de leur famille, de compagnons ou d'apprenti — et qu'ils l'exécutent sans se trouver sous la direction d'un patron.

L'organisation corporative de la Chambre de Métiers d'Alsace présente le double avantage d'atténuer la diversité considérable et, par là, anémiant de l'origine des différents membres de cette Chambre. Elle permet, en outre, avec le contrepoids de la tutelle préfectorale, d'armer cet organisme d'un large pouvoir de réglementation et de contrôle en matière d'apprentissage. Malgré ces facilités, il semble que la loi française soit plus en harmonie avec les tendances démocratiques de notre pays et qu'il n'y ait pas lieu d'étendre à l'ensemble du territoire la législation alsacienne sur le mode de recrutement de ces chambres.

A coup sûr, les résultats obtenus ne sont pas comparables. La Chambre de Métiers d'Alsace, ayant plus de trente ans d'existence a, à l'heure actuelle, un budget annuel de 850.000 francs. Elle joue un rôle de premier plan, au point de vue de l'apprentissage, puisque plus de 100.000 apprentis, passés par le rôle matricule de la Chambre de Métiers depuis 1900, ont subi une ascension professionnelle réglée par elle, contrôlée par elle. Elle exerce, par son prestige, une influence considérable.

Dans le reste de notre pays, au contraire, aucune Chambre de Métiers ne fonctionne encore, à l'heure actuelle. « Nous avons eu 44 demandes de création de Chambres de Métiers, déclarait M. Loucheur, Ministre du Travail, à la séance de la Chambre du 2 décembre 1929 ; elles ont été toutes mises à l'enquête ; aujourd'hui, pour trois d'entre elles, l'instruction est terminée et les dossiers transmis au Conseil d'Etat. » Depuis cinq ans qu'elle est en vigueur, la loi du 26 juillet 1925 n'est donc pas encore entrée en application. Le registre artisanal, base électorale indispensable, n'est pas institué et sont seuls prévus dix centimes additionnels à la patente et une taxe modique spéciale, perçue sur les artisans non patentables, comme ressources financières de ces Chambres !

Heureusement, des groupements privés se sont constitués : la Confédération générale de l'Artisanat français s'efforce d'être le point de ralliement de tous les gens de métier. Organe de liaison de plus de 200 groupements locaux, elle compte aujourd'hui près de 125.000 membres et peut agir ainsi auprès des Pouvoirs Publics au nom de l'artisanat tout entier.

Entretien des rapports étroits avec les groupes de défense artisanale des Chambres, elle leur apporte le poids de son influence en vue de réaliser les transformations de la législation fiscale, sociale et économique nécessaires à la prospérité des hommes de métier. Elle revendique, pour

l'artisanat, la place à laquelle ses effectifs lui donnent droit dans les organismes nationaux et internationaux.

La Confédération générale du travail demande que la représentation des maîtres artisans, dans le projet de loi relatif à l'organisation du Conseil National Economique, soit portée de deux à six délégués choisis dans l'organisation la plus représentative constituée par les artisans. Elle demande, également, qu'une Commission artisanale comprenant les représentants des maîtres artisans et de leurs compagnons des différentes nations, soit créée auprès du Bureau International du Travail et consultée chaque fois que des questions intéressant le travail artisanal se poseront.

Cette activité, des plus heureuses, ne saurait cependant effacer la nécessité d'une représentation professionnelle intégrale, par la constitution officielle de Chambres de Métiers. L'artisanat a sa personnalité propre, qui ne peut trouver à s'exprimer pleinement ni dans les organisations ouvrières, ni dans les organes patronaux même les plus rapprochés du travail autonome par leur dimension. A l'égard des lois sociales, notamment, si le compagnon demande leur application intégrale l'artisan maître est partagé entre le désir de profiter, en tant qu'ouvrier, des avantages spéciaux accordés, et le désir d'éviter, en tant qu'employeur, des prix de revient aggravés du fait de cette même législation.

Les Chambres de Métiers doivent donc, le plus tôt possible, apporter aux gouvernants le point de vue propre de l'artisanat, après confrontation rationnelle et organisée des points de vue de chacun de ces membres, compagnons et artisans. A côté de ce rôle de défense et d'élaboration législative, c'est à ces Chambres de provoquer l'essor économique de l'artisanat en veillant à l'orientation vers lui des jeunes habiletés qui se distinguent au village, et en assurant à celles-ci la meilleure formation technique.

ORIENTATION

Si l'initiation mécanique des agriculteurs à l'atelier de bricolage et la généralisation de l'exécution d'un travail d'appoint dans la ferme paysanne doivent conférer un véritable rôle de chef aux artisans de métier, ce rôle renforcé exige qu'une sélection soit faite avec le plus grand soin dans leur recrutement. Il ne suffit pas de former des ouvriers qualifiés à l'école ou à l'atelier, il faut encore que ceux-ci soient choisis et dirigés, rationnellement, en s'inspirant des besoins exacts de collectivités rurales, comme des aptitudes particulières des postulants.

* * *

Les besoins du monde des campagnes sont faciles à préciser : nos villages ont vu disparaître les ouvriers du bois (menuisiers, charpentiers, charrons, tonneliers), les ouvriers du bâtiment (maçons, peintres, plombiers et vitriers), les ouvriers du cuir et du vêtement (cordonniers, bourreliers, sabotiers et tailleurs), par suite de l'attitude paysanne hostile à l'élévation du prix de leurs travaux, par suite de l'exode et de la dispersion de leurs clients, par suite

du moindre intérêt d'un métier devenu celui d'ajusteur des productions en série de l'industrie.

On aurait tort, cependant, de penser que la réinstallation de ces artisans d'ancien style soit, à l'heure actuelle, la première à envisager. Pour nécessaire que soit le retour au bourg de ces auxiliaires toujours utiles du paysan, ils ne pourront être opportunément rapatriés que dans un certain délai. Sans doute, la nécessité d'attirer et de garder la main-d'œuvre étrangère, habituée à plus de confort, dans les campagnes, les prescriptions de la loi du 27 juillet 1929 sur le logement des travailleurs agricoles vont créer des travaux obligatoires de réfection d'immeubles pour les cultivateurs. Cependant, seul l'enrichissement de la terre, donnant aux paysans le goût et la possibilité du luxe dans leurs installations, recréera une clientèle suffisamment soucieuse du travail fini des ouvriers qualifiés pour constituer une rémunération intéressante pour ceux-ci.

L'artisan rural, dont le besoin se fait le plus sentir, le véritable animateur dont il convient de doter tous les villages, c'est l'électricien-mécanicien. Si le charron, ou le bourrelier sont le passé, celui-là c'est l'avenir.

Déjà, à l'heure actuelle, l'ouvrier ayant une formation technique sérieuse sur un métier de base — électricité par exemple — et des clartés sur les métiers voisins de celui-ci — mécanique, forge, serrurerie — est demandé dans nos campagnes. Dès

lors, il faut veiller sans retard à sa préparation méthodique pour qu'il soit sur place et à pied-d'œuvre, le jour prochain où l'agriculteur, comprenant l'intérêt d'une transformation profonde de ses méthodes de travail, cherchera le conseiller technique sûr, le réparateur compétent, pour assurer la marche régulière de son outillage. Il y a là un besoin théorique, dont il convient de fixer, dès maintenant, l'étendue exacte.

S'il n'est pas douteux que cet artisan, à la fois électricien mécanicien et soudeur, verrait très vite son atelier bien achalandé, encore convient-il de ne pas le laisser s'installer au hasard, suivant son inspiration personnelle, mais de le guider d'une manière sûre vers le lieu le plus rémunérateur pour son activité. La misère actuelle des hommes de métier tient au maintien d'artisans trop nombreux dans des lieux où la clientèle ne suffit plus à leur rémunération et à leur absence regrettable dans d'autres : il faut, dès lors, que l'on essaie de procéder, dans l'avenir, à la répartition rationnelle des hommes de métier, après une étude préalable du milieu dans lequel ils devront exercer leur profession.

* * *

L'organisation du marché du travail artisanal, consistant à recruter des jeunes gens en nombre suffisant — et non excessif — et à les placer opportunément, pourrait être faite grâce à un service spécial

de placement qui fonctionnerait dans chaque département auprès de l'Office départemental. Renseigné, grâce aux communications que lui enverraient la Chambre d'agriculture et la Chambre de Métiers, ce service pourrait dresser une statistique exacte des besoins ruraux et orienter, en conséquence, les futurs artisans au mieux de leurs intérêts personnels et de ceux de la collectivité.

En Alsace, un pareil office, en relation avec les organismes ordinaires de placement, a obtenu des résultats intéressants pour la direction opportune des jeunes gens. S'apercevant de l'insuffisance des apprentis coiffeurs et cordonniers, par rapport aux besoins de main-d'œuvre existants, cet Office conseilla aux patrons de relever les indemnités allouées aux apprentis dans ces genres de métiers : on vit les apprentis se multiplier et passer de janvier à décembre 1927, de 319 à 493 pour les coiffeurs, et de 323 à 359 pour les cordonniers.

Ce n'est pas, en effet, par une volonté bien déterminée que l'artisan, d'origine rurale, cherche à l'usine de la ville l'utilisation de ses capacités, c'est parce que personne ne lui fait connaître le besoin qu'ont son village et les villages voisins de son ancienne résidence de ses services. Il est certain qu'un service de placement, surtout s'il pouvait appuyer ses conseils de facilités d'installation, ne manquerait de repeupler la campagne de ces artisans nouveau style — mécaniciens, électriciens — dont elle a et aura surtout demain le plus grand besoin. Des

cours du soir, ouverts aux parents comme aux élèves les plus âgés, des revues professionnelles pourraient également orienter bien des capacités vers ces métiers ruraux.

Evidemment, le moyen le plus rapide de doter la terre des électriciens-mécaniciens si demandés serait d'attirer des ouvriers spécialisés de l'industrie, grâce à des facilités exceptionnelles de crédit consentis par la Caisse Nationale de crédit agricole ou par le fonds de dotation artisanale, comme cela s'est fait en faveur des pensionnés militaires et des victimes civiles de la guerre. Cette transplantation brutale ne serait cependant ni possible, ni souhaitable : c'est de longue date qu'il faut y être préparé pour accepter la vie rurale. Il vaudrait mieux orienter par des avantages spéciaux les pupilles de la Nation et les pupilles de l'Assistance vers ces métiers ruraux, ou mieux encore, envisager d'une manière générale, au moment même de l'apprentissage et en accord avec ses goûts, le placement du jeune élève dans tel ou tel village de campagne.

A cet égard, une mesure heureuse a été prise : c'est l'attribution de bourses d'apprentissage et de boîtes d'outillage aux jeunes artisans qui prennent l'engagement de s'installer dans une commune rurale.

Inaugurées en 1924, les bourses d'apprentissage d'une valeur maxima de 1.000 francs sont accordées pour une année aux jeunes gens dont la situation

de famille est digne d'intérêt, et qui prennent l'engagement d'exercer à la campagne, pendant cinq ans au moins, le métier pour l'apprentissage duquel la bourse leur a été donnée. Soixante-quatorze bourses de ce genre furent accordées en 1925, 200 en 1926, 499 en 1927, et 1.200 en 1928.

Approuvées dans l'ensemble, ces bourses n'ont soulevé que des critiques de détail tenant, d'une part, à l'attribution sans concours et, d'autre part, à la nécessité pour leur obtention d'une participation financière du département et de la commune. Il est certain que ces bourses devraient être remises suivant les mêmes règles que les autres avantages de ce genre et que les droits conférés devraient être calculés en raison directe des difficultés de recrutement des artisans ruraux. Il est non moins évident que la contribution exigée du département et de la commune est illogique, alors que ce sont précisément les ressortissants des communes souvent les plus pauvres qui ont besoin de cet encouragement.

A côté de ces bourses d'apprentissage dont le régime n'a, en somme, besoin que de très petites améliorations, l'engagement de s'installer à la campagne permet également, à la fin de l'apprentissage, l'attribution de boîtes d'outillage.

Pour éviter l'attrait de l'atelier urbain, bien agencé et abondamment pourvu, des boîtes portatives comprenant l'équipement nécessaire, les unes pour les métiers du bois, les autres pour les métiers du fer, sont remises aux lauréats des concours

d'apprentis, artisans ruraux, et aux élèves ayant obtenu les meilleures notes au certificat d'aptitude professionnelle, à condition que les uns et les autres s'installent à la campagne. Le nombre des caisses d'outillages distribuées varie actuellement entre deux et six suivant les départements. Leur valeur est de 500 francs, environ, mais leur principale importance est d'ordre moral : elles constituent, grâce à des remises solennelles, un excellent moyen de propagande et d'encouragement.

Enfin, non content de permettre l'apprentissage, par l'octroi de bourses et de donner à l'apprenti méritant un outillage sommaire, le législateur s'efforce encore de faciliter l'installation immobilière de l'artisan à la campagne.

La loi Loucheur du 13 juillet 1928, sur les habitations à bon marché, prévoit l'octroi de crédits à taux réduit pour des logements « avec atelier ». Une société immobilière — les Maisons artisanales françaises — créée par la Confédération générale de l'Artisanat français, peut ainsi faciliter, dans toutes les communes rurales, la construction de maisons artisanales avec boutique et atelier en profitant de la loi Loucheur. Par ailleurs, une proposition prévoit l'extension de la constitution de bien de famille insaisissable — institué pour les ouvriers agricoles, par la loi du 12 juillet 1909 — aux artisans, de façon à créer, par la perspective d'une sécurité absolue, un stimulant de plus au goût de la propriété qui caractérise le petit producteur français.

* * *

Bien entendu, même son installation judicieusement décidée et organisée, l'artisan n'agglomérerait pas vite une clientèle, si celle-ci ne sentait pas chez lui des aptitudes personnelles indéniables, le qualifiant pour jouer le rôle prédominant de conseiller technique du paysan et de dirigeant de tous les métiers familiaux. C'est pourquoi, à côté de son rôle premier qui consiste à aider l'homme de métier à s'installer dans le village où existe le besoin le plus pressant de ses services, l'orientation professionnelle doit assurer un choix très judicieux du mandataire désigné. Il importe que le jeune artisan soit, non seulement scientifiquement capable, mais qu'il soit surtout choisi, parmi les jeunes gens du village qui sont les plus aptes à remplir, demain, l'emploi important d'artisan rural de métier.

L'examen des dons des enfants, en vue d'une direction logique de leur activité sollicite une attention particulière dans tous les pays. Chacun cherche à organiser la détermination scientifique des vocations, pour empêcher plus tard, chez l'homme mûr, un travail accompli sans goût, et, par suite, sans rendement maximum pour la collectivité. En Allemagne, dès 1926, il existait 567 Offices d'orientation professionnelle ayant décidé de la direction à donner à 222.361 garçons, et à 152.205 filles. En France,

il a été institué également des Offices régionaux en contact étroit avec les bureaux de placement, le corps enseignant et médical, la famille et les enfants. Cent Offices publics et 150 Offices privés subventionnés environ ont orienté, en 1929, 41.000 enfants sur 600.000 quittant l'école primaire. Il est certain que ces résultats eussent été moins limités si notre pays avait été mieux doté d'hommes suffisamment capables de diriger de tels offices.

Cette considération a conduit le législateur à la constitution d'une véritable école des orienteurs. Pour former des conseillers, capables de tracer « la courbe de l'écolier » donnant les caractéristiques de sa personnalité, la carrière qu'il souhaite embrasser, ses occupations préférées à l'école et au dehors, l'opinion des parents, du médecin et du maître — c'est-à-dire une chose fort différente du livret scolaire qui ne fournit que des indications sur l'état des connaissances scolaires — pour procurer à ces dirigeants de l'enfance des idées sur les nécessités économiques présentes et sur les carrières qui ont, ou n'ont pas d'avenir, un Institut d'orientation professionnelle a été fondé, en France, en 1927, à l'image des centres de recherches qui existent aux Etats-Unis et dans d'autres pays. Avec une vingtaine de professeurs et chargés de cours, un budget de 180.000 francs, cet Institut a pour tâche de former des conseillers d'orientation, de mettre à leur disposition toute la documentation nécessaire.

Quels que soient les avantages des Offices régio-

naux et de l'Institut ainsi créés, au point de vue du recrutement des artisans ruraux, c'est plus encore à des Comités scolaires locaux qu'il convient de confier l'œuvre de sélection nécessaire. Une circulaire du 10 mai 1927 du Préfet de la Seine, recommandée à tous les préfets par le ministre de l'Instruction Publique en date du 23 mai 1927, préconise précisément la création de ces comités scolaires locaux d'orientation professionnelle. Ceux-ci comprendraient le directeur de l'école primaire, les maîtres des élèves intéressés, le médecin inspecteur, un conseiller d'orientation, deux délégués des offices de la main-d'œuvre au Ministère du Travail (un patron et un ouvrier). A la fin de l'année scolaire, il serait procédé à un examen des dossiers individuels et à une audition des parents et des enfants. Après confrontation de ces données avec les besoins connus d'apprentissage, un conseil judicieux serait formulé.

Ces comités, en relation constante avec les Offices régionaux d'orientation professionnelle, interviendraient pour solliciter opportunément les bourses d'apprentissage d'artisanat rural. Ils surveilleraient les jeunes gens ayant bénéficié de ces avantages, veilleraient à leur établissement dans les villages en ayant le plus grand besoin et soutiendraient leurs demandes pour l'obtention des boîtes d'outillage conférées aux apprentis méritants. En un mot, ces comités accompliraient la tâche de surveillance et d'encouragement que le ministre de l'Instruction

Publique, par une circulaire en date du 13 janvier 1928, recommandait à l'attention du Comité départemental de l'Enseignement technique, aux inspecteurs de cet enseignement, à l'inspecteur d'Académie, aux maires et aux présidents des commissions locales professionnelles.

Cette décentralisation de l'orientation professionnelle suppose, évidemment, que les instituteurs soient préparés à leur nouvelle mission, par des cours spéciaux réguliers et obligatoires, à l'École Normale. Grâce à cet enseignement, les futurs maîtres de nos villages apprendraient le mode d'établissement des fiches scolaires, les moyens scientifiques d'observation de l'enfant, le dosage exact des annotations d'ordre psychologique à consigner.

* * *

S'il est bon de préparer les instituteurs à cette tâche et de songer à l'orientation professionnelle, dès l'école primaire, il faut bien se rendre compte cependant que la mission d'orienteur doit jouer, surtout au cours de l'enseignement postscolaire. Les résultats que la Chambre de Commerce de Paris a obtenu, dans ses ateliers-écoles — dont l'enseignement intervient après la scolarité normale — en sont la plus éclatante démonstration.

L'enfant, au cours de son passage dans ces ateliers-écoles, franchit trois étapes. Dans la première période, il indique le métier qu'il préfère, fait des

stages variés, tandis que le maître et le médecin annotent. Dans la seconde période, on lui donne des clartés sur tout le groupe de métiers voisins de celui qu'avec l'approbation de ses maîtres il a choisi. La troisième période a pour but de le perfectionner dans le métier particulier qu'il a préféré.

Pour généraliser, dans la mesure du possible, les résultats brillants que des facilités exceptionnelles d'installation ont permis à la Chambre de Commerce de Paris d'obtenir, il conviendrait de prolonger la durée actuelle de la scolarité — au moins jusqu'à 14 ans, comme cela est prévu — et de procéder, après le certificat d'études, à une instruction d'un caractère général accompagnée de travaux manuels, afin de permettre à l'enfant de s'orienter lui-même, en grande partie, suivant ses goûts et ses possibilités reconnus. L'atelier communal de bricolage serait un lieu particulièrement favorable pour l'observation de l'enfant.

A cet égard, le Danemark offre, avec ses Ecoles supérieures populaires, dont le but est simplement d'éveiller le goût et la réflexion, de susciter chez tous, après l'école primaire, des idées sur la direction que chacun doit donner à sa vie, un exemple à méditer. Comprenant une section pour les artisans, une section pour les agriculteurs, ces écoles constituent des épreuves très salutaires de tâtonnements. Au cours de ces trente dernières années, un tiers environ de la jeunesse paysanne a suivi ces cours, pendant les mois d'hiver, et beau-

coup de jeunes gens ont pu, grâce à eux, orienter, conformément à leurs intérêts et à l'intérêt commun, leur destinée professionnelle.

* * *

Même si la période post-scolaire est négligée, il n'est peut-être pas définitivement trop tard pour décider une vocation artisanale. Lorsque le rural se trouve au régiment, des tentatives peuvent être faites pour lui donner une carrière plus en rapport avec ses capacités réelles.

L'article 84 de la loi sur le recrutement de l'armée prévoit, d'ailleurs, l'organisation ou l'instruction professionnelle en faveur des engagés ou rengagés. Les circulaires du 27 septembre 1920, et 7 août 1923 appellent, de leur côté, l'attention des chefs de corps sur l'intérêt d'ordre social que présente la fréquentation des cours professionnels par les militaires sous les drapeaux.

Si ces dispositions restent, malheureusement, trop souvent lettre morte, à Grenoble au contraire des séances de travaux pratiques destinées aux militaires de la garnison appartenant, de préférence, à des professions rurales, ont été organisées à l'Ecole pratique, dite de Vaucanson. Les présents bénéficient d'une permission spéciale et exécutent, pendant ces cours, qui ont lieu deux fois par semaine de 6 heures 1/2 à 8, 1/2 du soir, des travaux manuels se rapportant aux besoins ruraux.

Les résultats ont été tellement concluants qu'une proposition a été formulée à la Semaine d'Artisanat rural de Lyon, en novembre 1928, tendant à faire créer dans chaque ville de garnison, une Commission professionnelle, se composant du Commandant de la place, du directeur des services agricoles, du directeur de l'école pratique, de l'inspecteur d'Académie, du directeur de l'Office de placement et de l'Office d'orientation professionnelle. Cette Commission aurait pour fonction d'organiser l'enseignement professionnel dans la garnison et de concourir au placement de militaires libérés suivant leurs désirs, leurs aptitudes et l'état du marché du travail. Peut-être, aurait-on pu même aller plus loin en instituant des « emplois réservés » dans les villages ruraux, ou plutôt des facilités d'installation aux militaires ayant fait preuve d'une habileté manuelle particulière et ayant exprimé le désir de s'installer à la campagne.

* * *

Que ce soit à l'école primaire, dans l'enseignement post-scolaire ou au régiment, l'orientation une fois donnée, le problème essentiel doit être abordé : celui de la formation professionnelle. Fournie à l'école ou dans l'atelier artisanale, cette instruction spéciale nécessaire sera une semence d'autant plus féconde qu'elle aura été lancée sur un terrain préalablement examiné et judicieusement choisi.

FORMATION

Les cochers d'autrefois se sont rapidement transformés en chauffeurs d'automobiles et ces mécaniciens de fortune sont devenus, à leur tour, réparateurs occasionnels des instruments modernes de culture. Cependant, combien d'essais infructueux de machines agricoles, devenues trop vite inutilisables par suite d'une absence totale de conseils sûrs ; combien d'accidents et de réparations dues à ces bricoleurs improvisés ! Il n'est que temps de combler une lacune qui, ayant contribué à semer le découragement dans les masses paysannes à l'égard de l'outillage agricole a, peut-être, reculé de dix ans l'industrialisation souhaitable de l'agriculture...

La réunion de l'atelier — qui assure la pratique d'un métier — et de l'école — qui enseigne à rattacher cette spécialité à l'ensemble des données théoriques qui la dominent — peut être avantageusement réalisée dans les villes importantes, mais elle est hors de la portée des petits centres ruraux où le besoin s'en fait, pourtant, particulièrement sentir.

En matière d'artisanat rural, précisément, plus le village dans lequel s'installera l'homme de métier sera isolé, plus la compétence technique de celui-ci.

devra être étendue, à la fois pour mieux satisfaire les paysans qui n'auront possibilité de recourir qu'à lui et pour mieux assurer son propre gagne-pain. Aussi, le problème de la formation des travailleurs autonomes a-t-il fait osciller et fait-il osciller encore les esprits entre deux solutions : l'initiation générale et complète dans une école spéciale en ville, ou, au contraire, l'apprentissage dans l'atelier de l'artisan du village avec fréquentation obligatoire de cours professionnels.

* * *

Si l'école spéciale a l'inconvénient d'éloigner et, peut-être, par habitude des divertissements urbains, de déraciner définitivement de son village, le futur artisan, elle a, en revanche, l'avantage de lui donner des connaissances étendues et de lui apprendre à travailler avec les moyens les plus nouveaux et les plus perfectionnés. Certains ont même pensé que cette dernière considération devait l'emporter sur toutes autres.

Des écoles spéciales d'artisanat rural ont été créées ; la plus célèbre est celle de Gourdan-Polignan, en Haute-Garonne. Cette école de métiers groupe actuellement 200 élèves, comporte six sections d'enseignement : l'une pour la mécanique, l'une pour l'électricité, d'autres pour le charronnage, la menuiserie, l'ébénisterie et les travaux du bâtiment. A côté des cours techniques, une

large place est faite à la culture générale, à la géométrie, à la législation, à la comptabilité, à toutes choses destinées à faire de l'artisan futur, par le développement de son intelligence, vraiment le maître de son art.

Véritable école centrale des métiers ruraux, cette institution fournit aux élèves la possibilité pratique d'exercices manuels extrêmement variés. Se basant sur l'idée qu'il convient d'organiser l'apprentissage plutôt en surface qu'en profondeur, on s'efforce de faire passer l'élève successivement par différents ateliers spécialisés de façon à lui donner, autour d'un métier de base, la connaissance de différentes professions voisines. Par ailleurs, on oriente volontairement les programmes vers la satisfaction des besoins proprement ruraux en donnant aux élèves, comme exercice de réparation et de fabrication, des réparations ou confections d'objets se rapportant soit à des machines agricoles, soit à des bâtiments de ferme.

Malgré ces avantages, cette formation ne peut être généralisée en raison des dépenses qu'elle nécessite. Une école, du genre de celle de Gourdan-Polignan, a besoin, pour son fonctionnement, d'un budget annuel important, dans lequel rien que la dépense pour le matériel des ateliers se chiffre à plus de 100.000 francs.

* * *

En raison, précisément de ces frais, l'idée est tout naturellement venue d'opérer plus simplement et

de joindre des cours spéciaux d'artisanat rural à des écoles pratiques d'industrie déjà existantes et possédant les locaux et l'outillage nécessaires.

Un apprentissage saisonnier, à une section rurale créé dans ces écoles, complété par des stages dans un garage et dans une maison de réparations de machines agricoles, apparaît théoriquement suffisant pour la formation des artisans de métier, quoique ceux-ci soient appelés à être les gens de confiance sur la compétence desquels les paysans puissent absolument compter. Les électriciens ruraux peuvent même, au besoin, être recrutés parmi les élèves ordinaires de ces écoles, à condition qu'on leur donne, au cours de la deuxième année d'études, une orientation les préparant de façon spéciale à cette fonction. Ainsi, une école pratique, où l'on enseigne la mécanique agricole, fonctionne à Tournus (Saône-et-Loire) ; des cours sont professés à Saint-Pol-sur-Ternoise (Pas-de-Calais) et à Saint-Amand des Eaux (Nord), en vue de la formation d'artisans ruraux.

Egalement pour profiter de l'outillage déjà existant, des cours spéciaux d'artisanat rural sont joints, parfois à une école des Arts et Métiers. A Angers, par exemple, centre agricole et viticole, on s'est préoccupé de cette façon de grouper les jeunes gens de la ville, de la banlieue et les militaires temporairement en garnison, en vue de leur donner des connaissances suffisantes sur l'ensemble des métiers ruraux.

Toutes ces initiatives sont excellentes dans leur principe ; elles présentent, néanmoins, le très grave défaut d'entraîner, presque fatalement, l'exode rural ultérieur des apprentis ainsi formés, par suite de leur séjour en ville et par suite de la fréquentation, dans ces écoles — Arts et Métiers ou écoles pratiques — de camarades fils d'industriels et de commerçants prêts à dénigrer, sans cesse, la vie à la campagne. Même en aménageant les horaires de façon à permettre à l'écolier de ne pas perdre le contact avec la terre — possibilité de retourner chez lui du samedi au lundi — la tentation est grande et le risque doit être écarté.

* * *

Pour ces raisons, on a préféré de façon générale annexer l'enseignement de l'artisanat rural, comme c'était logique, aux écoles d'agriculture. Différents centres ont été créés. En Corrèze, à Neuvic notamment, une véritable école artisanale a été instituée sur ce plan. Placée dans les attributions de l'enseignement technique, elle possède un personnel distinct, un directeur technique, des professeurs et maîtres d'atelier, sous l'autorité d'un directeur administratif qui n'est autre que le directeur de l'école d'agriculture.

Par cette fusion avec une école d'agriculture, on économise des frais supplémentaires de locaux, de plus, on réalise la fréquentation par le futur

artisan de camarades ruraux et l'initiation sommaire des futurs agriculteurs aux notions premières d'artisanat.

Malgré l'emploi possible d'une partie de la taxe d'apprentissage en vue de cette organisation, il apparaît néanmoins, dans l'état actuel des dépenses possibles, que la vraie formule soit encore de recourir à l'apprentissage pur et simple, sur place, à l'atelier de l'artisan du village, à condition toutefois d'enlever à cette méthode son caractère empirique grâce à la fréquentation de cours de perfectionnement par l'artisan instructeur. C'est vers cette double solution — apprentissage sur place lié à un perfectionnement de l'artisan maître — que le législateur français semble, aujourd'hui, résolument s'orienter.

* * *

* L'apprentissage — théoriquement du moins — vient d'être rendu obligatoire. En vertu de la loi du 20 mars 1928, l'employeur, qu'il soit industriel ou artisan, doit désormais, non plus seulement enseigner la pratique de sa profession à ses apprentis, mais leur donner ou leur faire donner une formation professionnelle méthodique et complète. Un contrat écrit doit être passé entre cet employeur et le représentant de l'apprenti sous peine de contravention. Cet écrit sera déposé au secrétariat du Conseil de Prud'hommes et mentionné sur un livret individuel que devra détenir l'apprenti.

De ce contrat d'apprentissage, les conditions exactes ne sont pas prescrites par la loi. Cependant, les parties ne jouissent pas, dans sa rédaction, d'une entière liberté : le comité départemental de l'Enseignement technique conjointement avec les Chambres de Métiers en matière artisanale, est chargé de dégager les règles qui seront « recommandées » aux parties. Dans ce contrat seront, obligatoirement, indiqués les cours professionnels à suivre (l'apprenti devant subir, à la fin de son stage, un examen pour l'obtention du certificat d'aptitude professionnelle prévu par la loi du 25 juillet 1919 sur l'enseignement technique) et la fixation de l'indemnité en cas de rupture de contrat.

Si des obligations nouvelles sont, en effet, imposées à l'employeur utilisant de jeunes apprentis, des garanties lui sont, en contre-partie, accordées pour le récompenser de ses soins. Tout patron qui aura « sciemment » embauché un apprenti non encore dégagé de ses devoirs vis-à-vis de son employeur — et ce sera toujours sciemment, puisque le livret individuel de l'apprenti portera obligatoirement mention du contrat intervenu — sera passible d'une indemnité à prononcer au profit du chef d'établissement ou d'atelier abandonné.

Certes, le caractère trop lâche de cette législation n'apporte pas encore de suffisantes garanties. Certains ont regretté qu'on eût laissé aux parties la liberté de fixer le texte de ce contrat et ont proposé que les conditions soient, au contraire,

imposées à tous les employeurs d'une profession déterminée par un contrat collectif ou encore par un texte établi par le Conseil supérieur du travail lui-même.

Il est de fait que toutes les législations étrangères récentes, et notamment la législation suisse et la loi roumaine, introduisent, à l'imitation de la législation allemande, une réglementation beaucoup plus stricte du contrat d'apprentissage. Elles fixent, généralement, une période d'essai — qui ne peut être inférieure à quatre semaines, ni supérieure à trois mois — pendant laquelle le contrat peut être annulé librement par chacune des parties. Une fois cette période écoulée, le contrat devient définitif et la loi elle-même fixe les obligations et conditions contractuelles, détermine les raisons limitées de résiliation des engagements pris...

Quels que soient, cependant, les griefs qu'on puisse faire au texte de la loi du 20 mars 1928 — qui s'applique à l'apprentissage artisanal alors que celui-ci eut dû faire l'objet d'une loi particulière — la vraie faute n'est pas tant dans cette liberté trop grande, laissée aux parties, dans la rédaction du contrat d'apprentissage, que dans le fait de décréter l'éducation technique du futur artisan par la fréquentation obligatoire de cours professionnels ou encore grâce aux leçons d'un maître artisan, alors que ni la multiplication de ces cours, ni la formation de ces maîtres, ne sont pratiquement réalisées.



Certes, des efforts ont été faits pour l'organisation des cours professionnels. La somme qui y est consacrée par le budget est passée de 3 millions en 1914, à plus de 30 millions en 1930. Le nombre des certificats d'aptitude professionnelle délivrés qui était de 676, en 1921, était de 9.704 en 1927. Les préférences des apprentis semblent aller de plus en plus vers ces cours, puisque — était-ce l'éloignement ou l'inadaptation — on assiste à une diminution de fréquentation des écoles pratiques (41.274 au 1^{er} octobre 1928 contre 43.287 au 1^{er} octobre 1927) au profit des cours professionnels. Néanmoins ces cours ne sont encore, après dix ans d'efforts, qu'au nombre de 784 et ne groupent que 20.000 élèves.

Cette insuffisance tient, sans doute, aux difficultés matérielles que rencontrent les communes où ne se trouvent ni école pratique, ni école technique privée susceptibles de prêter l'outillage nécessaire ; elle tient aussi, vraisemblablement, à l'ignorance dans laquelle sont les municipalités des obligations et suggestions de la loi du 25 juillet 1919, qui les organise. Si, à cet égard, un secrétariat administratif permanent, auprès des comités départementaux — comme le préconise M. Maurice Petsche, dans son Rapport sur l'Enseignement technique 1930 — apparaît comme un moyen de propagande des plus utiles, il convient, en attendant les créations dési-

rées, de compter moins sur ces cours que sur les leçons données à l'atelier de village.

* * *

La formation sur place présente, d'ailleurs, de grands avantages. Elle donne à l'apprenti la connaissance exacte de sa clientèle future ; elle lui apprend les façons variées et personnelles dont il importe de travailler ; elle lui enseigne à être à la fois un ouvrier et un chef. Seulement, pour que cette formation au village soit une véritable éducation, il faut, d'une part encourager l'artisan de métier à jouer ce rôle d'éducateur et, d'autre part, lui donner la formation nécessaire pour qu'il puisse véritablement initier le jeune apprenti aux progrès techniques récemment accomplis.

Pour inciter les artisans établis à former des apprentis, des crédits ont été inscrits, pour la première fois, au budget de l'exercice 1928, en vue de l'attribution de primes d'apprentissage à ces employeurs. Les ressources affectées à cet objet sont passées de : 575.000 francs en 1929, à 975.000 francs dans le budget 1930.

A l'intérieur du chapitre budgétaire consacré à cette fin, la Commission des finances de la Chambre par une innovation significative, a ouvert en 1930 un article nouveau, ainsi libellé : « Encouragements au perfectionnement des petits patrons formant des apprentis. » Cet article doté d'un crédit de 50.000 fr.

est destiné à donner aux petits patrons la possibilité de faire, sans aucuns frais, un stage dans une école professionnelle de la région. Idée excellente, cette véritable bourse de perfectionnement ne sera, toute fois, pleinement utile que si l'administration organise dans les écoles fréquentées pendant la morte-saison par ces maitres artisans, des cours spéciaux à leur intention, que si le montant de la bourse accordée évite vraiment tous frais à l'homme de métier qui s'est volontairement déplacé.

Et encore, malgré ces avantages matériels, il ne faut pas se faire trop d'illusions ! Il est à craindre que même ainsi, par routine et par paresse, l'artisan établi n'augmente pas et surtout ne modernise pas son activité éducatrice. Le seul moyen efficace de l'obliger, en quelque sorte, à accomplir utilement cette mission, c'est de le mettre, par un contrôle réel de l'apprentissage, dans l'alternative soit de se perfectionner, soit de perdre le droit d'avoir des apprentis.

* * *

Pour contrôler l'apprentissage, notre législation est tout à fait insuffisante. Sans doute la loi du 20 mars 1928 habilite les inspecteurs du travail, concurremment avec les officiers de police judiciaire, à assurer l'application de cette loi, mais pratiquement aucun contrôle n'est exercé. Seules quelques mesures d'encouragement existent pour favoriser la conclusion des contrats d'apprentissage. La loi fiscale du

30 juin 1923 autorise la présence, chez le petit artisan, d'un apprenti de 18 ans — au lieu de 16 ans — si celui-ci a passé un contrat d'apprentissage écrit. La loi du 27 décembre 1923 sur le crédit artisanal rend possible la collaboration de trois ouvriers — au lieu de deux — si l'ouvrier supplémentaire a passé un contrat écrit ; enfin, le décret du 25 juin 1929 spécifie que les exonérations à la taxe d'apprentissage, payées par les seuls artisans réputés commerçants, ne peuvent être accordées que si les apprentis de ceux-ci sont munis d'un contrat d'apprentissage écrit.....

Un contrôle de l'apprentissage est, en réalité, une chose bien différente de ces appels à l'intérêt fiscal des employeurs. Il exige une certaine compétence technique et beaucoup de doigté ; par là même, il suppose la remise de cette mission à un organe professionnel, à la fois initié au point de vue technique et jouissant d'une suffisante autorité persuasive auprès des travailleurs affiliés.

A cet égard, la législation alsacienne peut servir de modèle. L'un de ses mérites est d'avoir décentralisé, d'avoir confié aux représentants des artisans eux-mêmes, aux Chambres de Métiers, le soin d'établir une réglementation suffisamment souple et un contrôle suffisamment nuancé de l'apprentissage. Tandis que les Chambres de Métiers, régies par la loi française du 26 juillet 1925, doivent simplement participer à l'organisation de l'apprentissage dans des conditions assez générales fixées par la loi du 20 mars

1928, la Chambre de Métiers d'Alsace reçoit, de façon précise, par l'article 103 du Code industriel local, une quadruple mission :

1^o Réglementer l'apprentissage des métiers d'artisanat ;

2^o Surveiller l'exécution des lois et règlements relatifs à l'apprentissage de ces métiers ;

3^o Former les jurys d'examen de compagnons ;

4^o Prendre toutes mesures susceptibles d'assurer et de perfectionner la formation générale, professionnelle et morale, des apprentis, compagnons et maîtres, créer et subventionner des écoles professionnelles.

* * *

Usant de son pouvoir de réglementation de façon effective, la Chambre de Métiers d'Alsace a élaboré un « règlement d'apprentissage ». Elle se charge par son service particulier d'inspection d'en faire respecter les prescriptions.

Tout contrat d'apprentissage doit être établi en trois expéditions : l'une pour le patron, l'autre pour l'apprenti, la troisième pour la Chambre de Métiers avec inscription au « rôle d'apprentissage ». Du fait de cette immatriculation nécessaire, de cette publicité obligatoire, le contrat d'apprentissage cesse d'être théorique, comme dans le reste de la France. Il est permis, dit le dernier rapport de la Chambre de Métiers d'Alsace — d'évaluer seulement à 6,7 % le nombre des apprentis embauchés sans contrat.

Les clauses de cet écrit étant connues par l'expédition qui lui est remise, la Chambre de Métiers veille à leur observation. Des délégués de cette Chambre font des tournées d'inspection. Tout en effectuant le recensement exact des artisans établis, afin de mettre au point le « registre artisanal » et de chiffrer le personnel employé dans les entreprises visitées, ils procèdent à un véritable contrôle de l'apprentissage, avertissent et parfois sanctionnent les contrevenants aux règles du contrat. D'après le dernier rapport de la Chambre de Métiers d'Alsace, 30,5 % des ateliers ont été visités en 1927, soit le tiers environ des établissements existants. Les ateliers en règle avec les prescriptions de la Chambre de Métiers sont passés de 47 % en 1922 à 74 % en 1927, prouvant ainsi l'utilité du contrôle d'une organisation artisanale à côté de celui de l'Inspection du Travail. Si les délégués de la Chambre de Métiers ont pouvoir de dresser procès-verbal, ils évitent, le plus possible, les sanctions : 2 % des irrégularités constatées seulement ont entraîné, en 1927, des pénalités et celles-ci n'ont frappé que 0,5 % des entreprises visitées.

* * *

En réalité, la Chambre de Métiers d'Alsace s'efforce, plutôt que de punir, d'organiser. Elle fait tous ses efforts pour que l'éducation technique de l'artisan soit judicieusement conduite et effective-

ment réalisée. Elle y parvient, en créant une hiérarchie des grades dans l'artisanat et en mettant, réellement, dans la proximité de l'apprenti, les cours professionnels que les lois l'obligent à fréquenter.

Dans son règlement d'apprentissage, la Chambre de Métiers d'Alsace distingue trois étapes pour l'ascension professionnelle de l'artisan : le jeune homme sera successivement apprenti, puis compagnon, puis artisan maître. Cet avancement est réglé par des examens professionnels.

Pour devenir compagnon, l'apprenti passe — devant une Commission formée par la corporation ou, à défaut, par la Chambre de Métiers — un examen, d'ailleurs facultatif. En 1927, il y eut 3.801 candidats, pour cette épreuve, subie après un apprentissage, en moyenne, de trois ans. La réussite classe l'apprenti parmi les « compagnons » c'est-à-dire parmi les ouvriers qualifiés. Arrivé à ce stade le futur artisan jouit déjà d'une représentation particulière à la Chambre des Métiers où siège une Commission de compagnons. Grâce à des cours de perfectionnement, il se prépare à la maîtrise.

A la fin de la période de compagnonnage le futur artisan passe un examen dit de « maîtrise ». Contrairement aux règlements des Corporations de l'Ancien Régime qui faisaient, de cette épreuve, un véritable barrage, une obligation *sine qua non* pour être qualifié artisan afin de protéger le mono-

pole des hommes de métier déjà installés, cet examen est, en Alsace, purement facultatif. Un métier peut être librement exercé sans le passage de cet examen : celui-ci n'est requis obligatoirement que pour ceux qui veulent pouvoir former des apprentis. Les interrogations sont faites par une Commission dont le président et le vice-président sont nommés par le préfet, mais dont tous les autres membres sont élus par la Chambre de Métiers. Elles portent sur des matières pratiques et théoriques, comme le calcul du prix de revient, le dessin professionnel ou l'application des lois sociales, bref sur tout ce qu'il importe de connaître, à l'heure actuelle, pour la direction technique et commerciale d'une entreprise artisanale. En 1927, il y eut 475 candidats et 413 passèrent artisans maîtres.

Par suite de cette épreuve obligatoire — seulement pour ceux qui veulent enseigner — l'apprenti est sûr de trouver à l'atelier un maître compétent : c'est déjà une première garantie. La seconde sauvegarde d'une préparation solide pour le futur artisan est d'avoir à proximité un cours professionnel en harmonie avec la pratique de l'atelier. Cette seconde condition d'un apprentissage méthodique et complet est également fournie par la Chambre de Métiers. Celle-ci déploie le plus louable effort pour que même les jeunes gens de la campagne bénéficient de cours professionnels, complément indispensable des travaux de l'atelier.

* * *

Comme l'apprenti de l'artisan rural avait généralement comme seul moyen de perfectionnement le cours d'adultes dont l'enseignement était d'un caractère trop littéraire pour servir à lui donner une compétence technique, la Chambre des Métiers d'Alsace a élaboré, de toutes pièces, un véritable projet de cours professionnels à la campagne.

Aux termes de ce projet, daté du 1^{er} décembre 1926, deux catégories de cours d'artisanat rural sont envisagées :

1^o Des cours professionnels obligatoires dans un centre rural déterminé.

2^o Des cours ambulants, s'appuyant sur un centre d'instruction pour les trop petits bourgs (20 centres d'instruction furent nommément prévus pour les deux départements alsaciens).

Pour l'organisation pratique des cours professionnels, la Chambre de Métiers fit d'abord appel aux instituteurs de l'école primaire. Afin de leur donner la préparation technique nécessaire, elle institua, à leur intention, une instruction spéciale : deux cours de ce genre ont déjà permis d'initier environ 52 instituteurs, au programme des cours professionnels. En outre, la Chambre de Métiers s'adresse aux techniciens et gens de métier du village même ou des environs. De fait, les groupements d'artisans veillent à la fréquentation de ces

cours professionnels, parfois ils y prennent une part plus active — comme c'est le cas de la corporation des charrons et forgerons de Strasbourg, ou des associations de Barr ou d'Obernai — tant et si bien que ces efforts ont déjà abouti à d'appréciables résultats.

Dans le Bas-Rhin on comptait, dès 1927, (première année d'application du règlement du 1^{er} décembre 1926) dix centres d'instruction professionnelle, avec 282 élèves puis vingt centres avec 300 élèves en 1928, et enfin 582 élèves dans le premier semestre 1928-1929. Dans le Haut-Rhin, il y eut neuf centres avec 460 élèves en 1927, et vingt centres avec 700 élèves environ, en 1928. En un mot, les deux départements alsaciens ont aujourd'hui, pour former sur place des artisans ruraux, 40 centres comptant 1.500 élèves.

La durée de ces cours professionnels de village varie entre deux et huit heures par semaine, pendant les vingt-six semaines du semestre d'hiver. Ils se tiennent après le repas du soir et permettent, ainsi, aux jeunes gens des bourgs mêmes les plus reculés, de franchir toutes les étapes qui feront d'eux des artisans maîtres.

* * *

L'exemple alsacien vaut d'être médité. Il semble qu'il pourrait être étendu à toute la France, avec des différences de détail tenant aux divergences de mentalité.

Malheureusement, la loi du 26 juillet 1925 n'a pas rendu possible le rôle essentiel que joue, en matière d'apprentissage, la Chambre de Métiers. Pour assurer le vote de cette loi, le Sénateur Courtier a dû renoncer à une partie primordiale de sa proposition, celle qui consistait à donner aux Chambres de Métiers le droit de réglementer et de surveiller l'apprentissage dans les professions artisanales.

Une proposition Nerlot-Marot, pour suppléer à cette lacune, tendait à la création de Chambres d'apprentissage composées de six élus par les Chambres de Métiers, six élus par les Chambres de Commerce et six élus par les Conseils généraux des différents départements, à l'effet d'organiser l'apprentissage par le jeu de cours post-scolaires, de primes et d'encouragement attribués aux élèves apprentis. Cette solution aurait été plus néfaste qu'utile ; elle eut éparpillé dans plusieurs groupements les forces artisanales qu'il s'agit au contraire de grouper dans un organe unique, la Chambre de Métiers.

Il suffirait, semble-t-il, de faire jouer pleinement la loi du 20 mars 1928 pour que les Chambres de Métiers exerçassent une influence certaine sur l'apprentissage. Sans doute, le fait que les Chambres de Métiers, régies par la loi française, sont entièrement distinctes par leur origine, des syndicats et associations d'artisans — au lieu d'en être, comme en Alsace, l'émanation directe — les prive des antennes nécessaires à une réglementation précise et à un contrôle sans vexation de l'apprentissage,

cependant il est permis d'espérer que, trouvant dans leurs membres, de plus en plus de compétence, d'autorité et de doigté, elles pourront à leur tour jouer en matière d'apprentissage un rôle aussi fécond.

**LE FINANCEMENT
DE L'ŒUVRE ARTISANALE**

FISCALITÉ ARTISANALE

L'un des objectifs essentiels du législateur contemporain est de nuancer, le plus exactement possible, les charges des contribuables suivant leurs ressources et aussi suivant la force économique qu'ils représentent. Dans cet esprit, il a été amené à créer une surtaxe spéciale sur le chiffre d'affaires pour les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel excède un million, de lourds impôts pour les industriels et commerçants de droit commun, mais à diminuer le montant des charges de l'artisan, déjà économiquement affaibli par l'évolution industrielle des temps modernes. Si l'adaptation du prélèvement fiscal n'a pu être individuelle, la loi a créé un nombre suffisant de classes pour modeler, approximativement, la charge de chacun à ses possibilités exactes. En matière artisanale, des catégories différentes ont été instituées pour la patente, pour l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et pour la taxe sur le chiffre d'affaires.

* * *

Pour varier le poids de l'impôt professionnel, la loi distingue l'artisan patentable et le petit artisan,

qui doit être exempté de cet impôt. Aux termes de la loi du 15 juillet 1880, est considéré comme petit artisan celui qui travaille seul et n'emploie ni compagnon, ni apprenti. Toutefois, ne sont pas considérés comme compagnons ou apprentis la femme travaillant avec son mari, les enfants non mariés travaillant avec leur père et mère et le simple manœuvre — c'est-à-dire l'aide non spécialisé — dont le concours est indispensable à la profession.

Lorsque ce travail, à titre isolé, ou avec cette collaboration restreinte, est réalisé, l'artisan est exempt de patente, alors même qu'une enseigne ou une boutique lui permettrait d'exercer commercialement son métier. Lorsqu'au contraire cette solitude familiale dans le travail n'est pas son fait, l'artisan est frappé de la patente.

* * *

La simplicité de cette différenciation et l'intérêt d'une certaine unité dans les catégories fiscales créées n'ont pas déterminé le législateur à adopter un régime identique, pour l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. En principe, les travailleurs autonomes sont assimilés à des industriels ou à des commerçants, c'est-à-dire qu'ils paient l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, la taxe sur le chiffre d'affaires et la taxe d'apprentissage. Ils ne sont réputés travailleurs, c'est-à-dire soumis

à l'impôt sur les traitements et salaires, avec, comme conséquence, exemption de la taxe sur le chiffre d'affaires, que s'ils sont reconnus « petits artisans ». Pour être considéré comme petit artisan, au point de vue de l'impôt sur son gain professionnel, le travailleur autonome doit réaliser quatre conditions :

1° N'employer que certains concours autorisés par la loi.

2° Exercer une profession manuelle.

3° Ne pas vivre, à titre principal, d'une occupation commerciale.

4° Ne pas recourir, dans son métier, à des procédés commerciaux.

* * *

Les concours autorisés sont limitativement fixés par la législation fiscale. Aux termes de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923, les seuls concours qui n'enlèvent pas au travailleur sa qualité de « petit artisan », sont la collaboration de sa famille directe (femme, enfants, père et mère) d'un apprenti de moins de 16 ans (ou de moins de 18 ans s'il y a passation d'un contrat d'apprentissage écrit) et de trois compagnons depuis la loi du 30 mars 1929.

Toutefois, ces règles subissent quelques atténuations. Un concours supplémentaire et accidentel de main-d'œuvre n'est pas toujours suffisant pour faire perdre, à l'homme de métier, sa qualité de petit

artisan : il a été décidé notamment que le fait d'employer le concours intermittent d'ouvriers travaillant à domicile, n'est pas de nature à rendre l'artisan passible de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, et par voie de conséquence, de la taxe sur le chiffre d'affaire, si le travail de ces derniers n'excède pas celui que lui fournirait un seul ouvrier employé continuellement (réponse à M. de Polignac, *J. O.*, 28 février 1929, *Déb. Ch.* p. 740).

Des propositions sont, actuellement, soumises au Parlement tendant à élargir la faculté d'emploi du petit artisan suivant la capacité réelle ou les charges de famille de celui-ci. Une proposition Thoumyre tend à permettre aux ouvriers artisans d'employer des membres de leur famille en ligne collatérale (frère et sœur) sans perdre le bénéfice de l'article 8 de la loi du 30 juin 1923 ; elle envisage, également, d'accorder un ouvrier supplémentaire aux artisans mutilés de guerre et aux veuves d'artisans (proposition n° 441, déposés le 4 juillet 1928). D'autre part, la Confédération générale de l'Artisanat français demande que les pères de familles nombreuses, ayant trois enfants vivants à leur charge, aient droit à un compagnon supplémentaire et qu'ils puissent, ensuite, employer un compagnon de plus par deux enfants vivants en-sus à leur charge.

Quelle que soit la légitimité de telles revendications dans l'état actuel du droit, les collaborations possibles sont assez libéralement interprétées par

l'Administration. Il en est différemment dans le cas d'associations déclarées, formées entre deux artisans.

Le caractère de petit artisan n'est conservé qu'aux sociétés entre hommes de métier constituées sous la forme de sociétés en nom collectif ou d'associations en participation, car seules ces deux sortes de sociétés de personnes n'ont pas un patrimoine distinct de leurs membres. Comme tel n'est pas le cas des sociétés à responsabilité limitée, celles-ci, formées entre artisans, sont passibles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et, par voie de conséquence, de la taxe sur le chiffre d'affaires, suivant les règles du droit commun (Rép. à M. Frot, *J. O.*, 24 juin 1928, *Déb. Ch.*, p. 2022).

* * *

La seconde condition que doit réaliser l'homme de métier pour être réputé petit artisan, c'est d'exercer une profession manuelle.

Cette conception étroite du métier artisanal a posé la question de savoir si l'emploi de la force motrice ou de tout autre agent mécanique ou chimique enlevait au petit artisan sa qualité de travailleur manuel. La loi, ne prévoyant pas pour les artisans — à la différence de ce qui existe pour les faïonniers — l'emploi de la force motrice, les règles ont dû être posées en la matière par la jurisprudence et l'Administration.

Actuellement, celles-ci, pour juger de son influence fiscale, se basent sur le caractère accessoire ou principal que joue le moteur dans le travail de l'artisan. La note de l'Administration n° 1025 du 22 juin 1927 considère comme industriel l'artisan qui reçoit la matière brute sans préparation préalable et donne le produit fini sans que l'exploitant ait d'autre rôle que la simple surveillance des appareils. En conséquence, elle décide que n'a pas la qualité de petit artisan l'entrepreneur de battage, parce que ses bénéfices ne proviennent pas, principalement, de l'exercice d'un métier manuel. De son côté, le Conseil d'Etat a jugé que la qualité de petit artisan doit être refusée à un contribuable, en raison de l'importance et du rendement de son outillage et que tel est le cas d'un travailleur qui transforme des graines en farine, à l'aide d'un broyeur et d'un tamiseur actionné par un moteur électrique (Conseil d'Etat, 7 juin 1929).

Restent, au contraire, petits artisans ceux qui utilisent un outillage mécanique, simplement pour dégrossir, préparer ou finir le travail manuel, car dans ce cas la façon, l'adresse de l'homme de métier, sont essentielles : un ébéniste, par exemple, fabriquant ses pièces avec une scie mécanique, est fort bien réputé par l'Administration petit artisan.

Par une interprétation analogue, ne perd pas cette qualité, l'individu dont le travail met en œuvre l'action de phénomènes chimiques, à condition toutefois que la profession exercée conserve le

caractère d'une industrie manuelle (Rép. à Thoumyre, 8 mai 1927). En un mot l'Administration et le Conseil d'Etat se font juges de la prépondérance de la force motrice ou du travail manuel dans l'ouvrage accompli pour fixer le sort fiscal de l'artisan.

* * *

Si la profession de l'homme de métier doit être essentiellement manuelle et ne trouver d'auxiliaire que dans un emploi limité de la force motrice ou d'autres puissances, la qualité de petit artisan n'est pas perdue parce que celui-ci, à côté de son travail, tire des gains de l'emploi de matières premières coûteuses ou de la vente d'objets fabriqués.

Le photographe n'est pas considéré comme un commerçant, parce que, dans son prix de vente, le montant des frais de matières premières est supérieur à la rémunération de son travail. Par contre, — c'est le cas, par exemple, du boulanger ou du boucher — lorsque le bénéfice de l'opération résulte principalement de la matière première et que le travail incorporé n'y entre que pour une part secondaire, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et la taxe sur le chiffre d'affaires, deviennent exigibles.

De même, le seul fait de la vente d'accessoires, qu'il n'a pas fabriqués ne prive pas le travailleur isolé de sa qualité de petit artisan.

Jusqu'à ces derniers temps, celui-ci était autorisé

à réaliser, par des ventes d'accessoires, un chiffre d'affaires ne dépassant 20 à 25 %, par rapport au chiffre d'affaires global de son atelier ou de son commerce. Désormais, en vertu d'un arrêt du Conseil d'Etat du 24 juin 1927, pour déterminer si un artisan, vendant à côté de son travail des objets fabriqués, peut être imposé quand même à la cédula des traitements et salaires pour la totalité de ses revenus professionnels, il faut se baser sur ce qui est l'objet principal de son activité. Un artisan qui forge du matin au soir, mais réalise la plus grande partie de ses bénéfices annuels par la vente de machines agricoles, par exemple, n'en gardera pas moins la qualité de petit artisan au regard de la loi. La direction générale des Contributions Directes, dans sa circulaire n° 2.008, a prescrit à ses directeurs départementaux de se conformer à l'opinion ainsi émise par le Conseil d'Etat.

* * *

Cette préoccupation du caractère principal ou accessoire d'un commerce annexe perd son importance, lorsque l'artisan recourt, pour la vente de ses produits, à des procédés commerciaux. Dans ce cas, s'il spéculé sur des stocks ou s'il tient enseigne et boutique, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux est toujours exigible.

Aux termes d'un arrêté du Conseil interdépartemental de l'Hérault, du 1^{er} juin 1927, la qualité d'ar-

tisan doit être refusée à la personne qui, dans un but de spéculation, constitue des approvisionnements de matières premières hors de proportion avec les besoins normaux de sa profession. L'artisan peut se constituer une réserve, mais il ne doit pas spéculer sur les fournitures ainsi accumulées. Il y a là une question d'appréciation dont l'Administration est seule juge.

En application de cette même doctrine la qualité de petit artisan doit être refusée à celui qui réalise des opérations de vente par des procédés en usage dans la pratique commerciale.

Contrairement aux règles établies en matière de patente, où le fait d'avoir enseigne et boutique importe peu, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux est exigible dès l'instant où l'artisan utilise un magasin semblable à ceux des commerçants. Il n'en est différemment que si la boutique conserve, avant tout, le caractère d'un atelier, d'une pièce où l'on travaille et où l'on ne procède qu'accessoirement à la vente de produits fabriqués. L'utilisation d'un voyageur de commerce, par l'artisan — procédé d'essence commerciale — fait perdre à ce travailleur le bénéfice de l'imposition sur les traitements et salaires (Réponse à M. Salengro député, 1^{er} octobre 1929, Déb. Ch. p. 2955), tandis que une femme n'est pas privée de sa qualité d'artisan quand son mari visite chaque jour, la clientèle pour la vente des produits de sa fabrication (Conseil de Préfecture, Seine, 24 juillet 1929).

* * *

La distinction entre l'artisan salarié et l'artisan commerçant ne revêt pas simplement une importance primordiale au regard de l'impôt sur le revenu professionnel. Si le petit artisan profite de larges abattements, et d'un taux plus faible d'impôt, par la cédule des traitements et salaires, il a, en outre, l'avantage, n'étant pas soumis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, d'échapper à la taxe sur le chiffre d'affaires lors de la vente des produits de son travail. Pour obtenir exonération de cette taxe — comme d'ailleurs de la taxe d'apprentissage établie sur les artisans commerçants par article 25 de la loi du 13 juillet 1925 — le petit artisan doit présenter un certificat délivré par le contrôleur des Contributions directes et prouvant qu'il est assujetti à l'impôt sur les traitements et salaires.

Bien entendu, si l'artisan vend, outre les produits de son travail, des objets fabriqués, la taxe sur le chiffre d'affaires est exigible sur ces ventes d'accessoires, quel que soit leur pourcentage par rapport au revenu professionnel global. Dans la pratique, cependant, l'Administration admet que le petit artisan imposé sur les salaires puisse vendre de menus objets, en quantités minimales, sans être assujetti à ladite taxe.

En ce qui concerne la taxe de luxe, une difficulté a surgi du fait que l'exonération de cette taxe très

élevée (12 % au lieu de 2 %) n'est prévue que pour les ventes d'objets de luxe à des commerçants. Or, comme le petit artisan ne pouvait prouver, par la remise d'une déclaration au commerçant vendeur, qu'il était lui-même commerçant, il se trouvait passible de cette taxe de luxe. Au contraire, lorsque l'artisan était réputé commerçant, il pouvait produire la déclaration le faisant exonérer de cette taxe de luxe. Cette anomalie n'a point cessé. En outre, lorsqu'il vend lui-même des objets de luxe, l'artisan a à acquitter ladite taxe.

* * *

Malgré une volonté théorique de modération, dans le jeu de l'impôt sur son revenu professionnel, cette fiscalité est préjudiciable, particulièrement à l'artisan rural.

La limitation de l'emploi d'une force motrice auxiliaire, par peur de tomber sous le coup de l'impôt plus lourd sur les bénéfices industriels et commerciaux, et, par voie de conséquence, de la taxe sur le chiffre d'affaires, constitue une véritable pénalisation du progrès et une entrave singulièrement néfaste au rôle que devrait jouer le mécanicien de métier dans les campagnes. L'appréciation souveraine de l'Administration, quant au point de savoir si des ventes d'accessoires ont lieu dans un magasin comparable ou non à ceux des commerçants, constitue souvent une prérogative vexatoire et prive, parfois,

par peur fiscale, l'artisan rural de ressources d'appoint qui lui sont absolument indispensables. Enfin, il est une prétention de l'Administration inadmissible, si l'on veut développer chez les agriculteurs la pratique d'un métier artisanal annexe, c'est de considérer que le profit accessoire retiré de cette occupation secondaire, fait du paysan, partiellement, un commerçant : les bénéfices d'appoint devraient être considérés comme simples éléments du bénéfice agricole.

Le souci du développement de la richesse exige des ménagements fiscaux. Sans motiver suffisamment une législation patriculière, on peut dire que le travailleur autonome, établi à la campagne, est plus intéressé que quiconque à l'allègement des impôts de l'artisan et qu'il sera directement atteint, dans ses perspectives d'essor, par le statut fiscal définitif dont doivent être dotées, à brève échéance, les coopératives.

Les coopératives artisanales, fondées dans le but d'approvisionner les artisans et les agriculteurs soucieux de s'assurer un métier d'appoint, ou dans le but de travailler et d'écouler les produits ainsi fabriqués, doivent être traitées peut-être, plus libéralement encore, que les coopératives agricoles.

Imposer ces associations à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et à la taxe sur le chiffre d'affaires — à la manière de la jurisprudence actuelle du Conseil d'Etat en matière de coopératives agricoles — sous le prétexte « qu'elles ne

constituent pas un prolongement normal et usuel de l'exploitation agricole », ou encore que « leurs conditions matérielles d'exploitation font revêtir à leur fabrication un caractère industriel », serait étouffer à jamais, par des arguments de fait peut-être incontestables, la coopération artisanale, sans laquelle il ne peut y avoir d'essor possible pour l'artisanat rural (1).

Tout doit être mis en œuvre, au contraire, pour ramener dans nos campagnes toutes les énergies créatrices qui sommeillent et s'atrophient dans l'ouvrier urbain et pour permettre aux artisans ruraux d'avoir, par l'entraide et par la coopération, une vie matérielle possible et un véritable rôle de chefs techniques de l'agriculture.

1. La loi de finances du 16 avril 1930 donne à cet égard satisfaction partielle. Elle stipule en son article 49 que seront exemptées de l'impôt sur le chiffre d'affaires « les opérations effectuées par les coopératives artisanales composées exclusivement de moins de 10 artisans pouvant prétendre aux prêts individuels prévus par l'article 5 de la loi du 27 décembre 1923 ainsi que les unions constituées entre lesdites coopératives ».

CRÉDIT ARTISANAL

Si l'Etat se bornait à alléger la fiscalité qui pèse sur l'artisan, il ne jouerait que la moindre partie d'un rôle nécessaire. Il doit encore — et particulièrement pour décider ce travailleur à se fixer à la campagne — faciliter l'installation et la vie commerciale courante de celui-ci par des conditions favorables de crédit. A une heure où l'artisan se voit, pour vivre, dans l'obligation de « rationaliser » sa production et, pour servir de guide sûr, d'être en contact avec la technique moderne, l'acquisition d'un outillage perfectionné, grâce au crédit, revêt une importance primordiale.

Cependant, des prêts à un taux suffisamment bas pour être accessibles à l'artisan, ne constitueront une forme active d'encouragement, économiquement utile au pays, que si les organismes bancaires, chargés de répartir pratiquement les fonds affectés à cet usage, peuvent s'assurer que les crédits sont judicieusement distribués et seront à échéance intégralement remboursés. Libéralité et contrôle sont donc obligés de coexister, l'important étant que le contrôle régulateur ne constitue pas un frein trop puissant, une cause de totale immobilité.

Or là est précisément l'erreur commise en France: ce sont moins les institutions que le défaut d'équilibre entre ces deux ordres nécessaires de préoccupations — facilité et contrôle — qui paralysent le crédit artisanal.

* * *

Les capitaux ne manquent pas. Un fonds de dotation, alimentée par des redevances perçues sur la Banque de France, et des crédits budgétaires sont prévus en vue d'accorder, sous le contrôle du Ministre du Travail, des avances sans intérêts à des organismes bancaires distributeurs. A l'heure actuelle, l'article 66 de la loi du 19 décembre 1926, qui règle la répartition des redevances et superbénéfice versés au Trésor par la Banque de France en affecte la sixième partie aux œuvres de Crédit industriel et commercial (Banque populaire, Crédit National hôtelier, Crédit artisanal) les cinq autres sixièmes étant attribués à la Caisse nationale de Crédit agricole. D'autre part, complémentirement à ce « fonds de dotation » un chapitre est ouvert dans le budget du Ministère du Travail, en vue de l'octroi de crédits aux Sociétés coopératives et Unions de sociétés coopératives d'artisans, aussi bien qu'aux petits artisans.

Or, non seulement au budget de 1930, ce chapitre est resté ouvert « pour mémoire » — parce que le fonctionnement du crédit artisanal a pu être

assuré en totalité par les redevances supplémentaires de la Banque de France — mais encore ce fonds de dotation contient, actuellement, des capitaux inemployés s'élevant à plus de 30 millions ! Ce solde créditeur stagnant constitue une absurdité en face d'un monde artisanal ayant intensément besoin de crédits ; il est, de plus, l'objet de convoitises redoutables, comme les faits l'ont prouvé. Aux termes de l'article 40 de la loi du 9 décembre 1927, une somme de quatre millions, a été prélevée sur ce fonds de dotation de l'artisanat rural, pour être portée au fonds de dotation des sociétés coopératives ouvrières de production, en vue d'avances aux dites sociétés.

Cette soustraction de capitaux aux dépens du Crédit artisanal est d'autant plus criticable que les autres institutions — Banque populaire et Crédit national hôtelier — qui partagent avec lui le cinquième des redevances et superbénéfices versés au Trésor par la Banque de France, profitent normalement des avances qui leur sont ainsi affectées.

Les crédits accordés par les Banques populaires en petit commerce, ont été de 11 millions 465.000 francs, en 1926, de 7.320.000 en 1927. Ces avances — jouant leur rôle — ont aidé surtout les petits commerçants et les petits industriels, puisque, pendant l'année 1927, 88 % des effets présentés à l'escompte ont été des effets inférieurs à 2.000 francs et 98 % ont été inférieurs à 10.000 francs, puisque,

d'autre part, 45 % des comptes courants tant débiteurs que créditeurs, dans ces banques, ont présenté un solde inférieur à 2.000 francs, et 75 % un solde ne dépassant pas 10.000 francs.

De son côté, le Crédit national hôtelier a accompli utilement sa tâche. Il effectuait 4 millions de prêts en 1926, 5.500.000 en 1927, si bien que cette banque populaire spécialisée a remis à sa clientèle hôtelière, depuis sa fondation en octobre 1924, jusqu'au 31 décembre 1927 plus de 17 millions en prêts à long terme et plus de 9 millions en prêts à court terme et qu'elle a permis l'amélioration de 6.615 chambres d'hôtels, et la création de 1.830 chambres.....

Un tel contraste entre les résultats nuls du côté artisanal et brillants du côté du petit commerce et de l'activité hôtelière, est particulièrement frappant, lorsqu'on songe que ces institutions puisent leurs moyens financiers à la même source. Il tient aux complications excessives qui accompagnent obligatoirement l'attribution des prêts à l'artisan et à l'insuffisance des remèdes jusqu'ici apportés à cette situation.

* * *

La loi du 27 décembre 1923 et le R. A. P. du 27 juillet 1924 qui ont organisé le crédit à l'artisan, ont prévu que les capitaux provenant tant du fonds de dotation que des crédits budgétaires, seraient répartis par l'intermédiaire d'*Unions* de sociétés

coopératives d'artisans spécialement *agréées* par le Ministère du Travail. Ces intermédiaires entre le Ministère du Travail, le Trésor et l'emprunteur sont actuellement au nombre de deux : l'Union centrale des Coopératives artisanales à Paris et le Crédit artisanal Lyonnais. Ces Unions agréées jouent un rôle d'ailleurs tout à fait différent suivant qu'il s'agit de crédits individuels consentis à de petits artisans ou de crédits collectifs accordés à des sociétés coopératives d'artisans.

En matière du crédit individuel, la loi du 27 décembre 1923 ne reconnaît la qualité de petit artisan indispensable pour profiter de cette forme de prêts qu'aux travailleurs de l'un et l'autre sexe exerçant à leurs risques et périls une profession indépendante, effectuant eux-mêmes les travaux manuels qui font l'objet de ce métier et n'occupant comme auxiliaire, en dehors des membres de leur famille, *que deux personnes au plus*. Cette notion est déjà plus large que celle du droit fiscal puisqu'elle permet un ouvrier de plus que la loi du 30 juin 1923 ; en outre le nombre des aides supplémentaires peut être porté à trois, si ce troisième auxiliaire est un apprenti ayant passé un contrat d'apprentissage.

Le « petit artisan » qui désire une avance doit adresser sa demande à une des Unions agréées par le Ministère du Travail ; l'Union se bornera, à son égard, à établir le dossier. Elle invitera l'artisan à se mettre en règle avec la loi du 27 décembre 1923 qui exige que le solliciteur soit

membre ou d'un syndicat professionnel d'artisans ou d'une société coopérative affiliée à l'Union. Par ailleurs, elle priera ce travailleur de lui fournir les garanties réelles ou personnelles en rapport avec l'importance ou la durée du prêt sollicité : son bail ou sa promesse de bail, l'état des nantissements ou des hypothèses établissant son actif net. Une fois le dossier constitué, le rôle de l'Union est terminé : elle le remet à une banque populaire fonctionnant sous le régime de la loi du 13 mars 1917 qui agira en toute liberté.

Le Conseil d'administration de la banque populaire auquel la demande est soumise a, en effet, un pouvoir souverain d'appréciation : elle peut, si elle le juge opportun, refuser ou accorder le crédit sollicité. En cas d'acceptation, elle peut suivant l'objet de la demande, faire à l'artisan soit du crédit à court terme sous forme de prêts d'un maximum de 5.000 francs remboursable 225 jours, soit du crédit à long terme sous forme de prêts d'un montant maximum de 20.000 francs et remboursable en cinq ans. Ces prêts sont consentis à un taux qui, suivant la loi du 19 mars 1928, doit être supérieur à 1 % au taux d'escompte de la Banque de France, mais ne peut dépasser celui des avances sur titres de cet établissement. Le produit des intérêts encaissés par la banque populaire doit y constituer, après couverture des frais, une réserve de garanties pour le remboursement de l'avance de l'Etat.

Si, en matière de crédit individuel aux petits artisans, l'Union agréée joue ainsi un rôle effacé de simple collecteur des pièces nécessaires à l'appréciation souveraine de la banque populaire, elle remplit, au contraire, une fonction de premier plan dans le cas de crédits collectifs accordés aux sociétés coopératives d'artisans.

La société coopérative demanderesse doit adresser sa requête à l'Union en justifiant qu'elle est constituée sous forme de société à capital et à personnel variables et que ses membres sont affiliés à un syndicat professionnel d'artisans — c'est là une exigence formelle de la loi — d'autre part, elle doit établir le bien-fondé de son emprunt par toutes pièces utiles : statuts, noms des administrateurs, bilan, etc...

Après enquête de l'Union agréée, la demande est transmise à la Commission spéciale qui, siégeant au Ministère du Travail, est chargée de répartir le fonds de dotation. Celle-ci examine et transmet le dossier avec avis au Ministre du Travail qui fixe le montant du prêt à accorder. Les avances sont versées à la caisse de l'Union agréée, et celle-ci, à son tour, *sans l'intervention d'une banque populaire* l'attribue à la société coopérative emprunteuse.

Le prêt consenti peut atteindre trois fois le montant de l'actif net de la société coopérative, et être remboursé en huit années par versements trimestriels. Le taux d'intérêt a été fixé, par le décret du 5 juillet 1928, à 4,5 %. Avec les intérêts versés,

l'Union doit constituer un fonds de garantie au profit de l'Etat, vis à-vis duquel elle est comptable des avances consenties aux coopératives. Toutefois ce fond reste acquis à l'Union après le remboursement du prêt.

Ce mécanisme, prévu par la loi du 27 décembre 1923, sur la distribution des avances, tant aux petits artisans qu'aux sociétés coopératives, apparaît judicieusement conçu. A côté de lui, d'ailleurs, la Confédération générale de l'Artisanat français a créé, pour effectuer des prêts de caractère privé — ne jouissant pas des avances sans intérêts du Trésor mais pouvant être consentis sans toutes les formalités précitées — une Union nationale des Coopératives des artisans de France.

Malgré ces efforts, le fonctionnement du crédit artisanal n'en est pas moins d'une indéniable médiocrité. L'organisation officielle est défailante en raison de la multiplicité des formalités exigées et aussi, sans doute, en raison du manque d'intérêt que prennent les banques populaires — organes officiels de distribution des crédits individuels — aux prêts consentis aux petits artisans.

* * *

Pour porter remède à cet état de choses, on a cherché à rendre plus souple l'exigence des garanties à fournir par l'artisan emprunteur. La loi du 26 mars 1927 a rendu facultative la société de cau-

tion mutuelle qui, préalablement, devait obligatoirement se faire garant du prêt sollicité. D'autre part, une proposition Chéron n° 1426, tend à créer une caisse de soutien mutuel alimentée par un prélèvement sur les intérêts perçus et gérée par une Chambre syndicale des banques populaires, cette caisse étant destinée à rendre celles-ci moins peureuses dans l'attribution des crédits. Enfin, une proposition Thoumyre, déposée le 11 décembre 1925, à la Chambre, envisage la création, extrêmement importante, du warrant artisanal.

Dans l'état actuel de la législation, en effet, si le fonds de commerce de l'artisan peut être donné en nantissement, selon les modalités de la loi du 17 mars 1909, au contraire les marchandises de celui-ci, qui constituent sa principale ressource, ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un nantissement. Sans doute, elles peuvent être mises en gage, sous la forme d'un dépôt en magasins généraux, mais comme on ne peut obliger l'artisan à se dessaisir de ses instruments de travail, de ses matières premières, de ses marchandises, sans le priver par là même de son gagne-pain, cette faculté d'emprunt sur objets entreposés, est purement théorique. La proposition Thoumyre tend, précisément, à permettre à l'artisan d'emprunter sur ses marchandises, sans s'en dessaisir. Le warrant artisanal — comme le warrant agricole de la loi du 30 avril 1926 et le warrant hôtelier de la loi du 17 mars 1915 — serait une sorte de lettre de gage, avec inscription des

objets servant de garantie aux prêts sur un livre spécial chez le greffier de la justice de paix du canton.

Comme pour l'agriculteur ou l'hôtelier, les marchandises warrantées resteraient à la disposition de l'artisan, mais tout emprunteur convaincu d'avoir fait une fausse déclaration, d'avoir emprunté sur des objets déjà donnés en gage, d'avoir dissipé, détourné ou volontairement détérioré les marchandises placées, en quelque sorte, en dépôt sous sa garde, serait passible de peines correctionnelles.

Les matières ainsi données en gage seraient estimées par des experts désignés par les Chambres de Métier. Elles donneraient lieu à la délivrance d'un warrant, c'est-à-dire d'un titre de crédit à 90 jours pouvant être escompté en banque comme un effet de commerce et même renouvelé sous réserve du versement, chaque trimestre, d'une somme proportionnelle à l'avance consentie. Bien entendu, en cas de non paiement, il serait procédé, comme en matière agricole ou hôtelière à la réalisation du gage.

* * *

Cette institution, des plus souhaitables ne saurait, cependant, à elle seule résoudre le problème du crédit artisanal, si les banques populaires même mieux garanties, négligeaient ce côté de leur mission. Aussi a-t-on cherché d'une part à faciliter le rôle

artisanal de ces banques, d'autre part à créer, pour le cas d'une négligence trop manifeste de celles-ci, des concurrents prêts à leur capter cette source de profits.

Primitivement, les banques populaires, désireuses de faire du crédit artisanal, devaient être habilitées spécialement à cet effet par une assemblée extraordinaire. Désormais, en vertu de la loi du 10 juillet 1928 — par une mesure analogue à celle prise par celle du 3 juillet 1925 sur les sociétés coopératives de consommation — les modifications à apporter aux statuts des banques populaires, pour leur permettre d'effectuer des avances aux artisans, pourront être valablement adoptées par des assemblées réunissant les conditions de celles approuvant les comptes de la banque.

Tout en leur permettant de se consacrer ainsi plus facilement à leur tâche artisanale — 78 banques populaires sur 99 ont accordé une place à ce crédit — le législateur s'est efforcé de stimuler leur activité en multipliant les concurrences possibles.

Le décret du 9 février 1921, rendu par application de la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricole, stipule dans son article 9 que des prêts à court terme pourront être accordés par les caisses de crédit agricole aux petits artisans ruraux n'employant pas plus de deux ouvriers de façon permanente, lorsqu'ils feront partie d'un syndicat agricole. Etendant cette mesure, le Sénat a voté

en décembre 1929 une proposition Cassez, tendant à faire bénéficier des prêts du crédit agricole à long terme les mêmes petits artisans, trop souvent négligés par les banques populaires, placées en ville loin des besoins ruraux.

Par ailleurs, pour permettre aux artisans de se passer entièrement du concours des banques populaires, la loi du 1^{er} mai 1929 prévoit que les opérations faites par celles-ci pourront être désormais accomplies par des Unions de coopératives d'artisans, ayant pour objet exclusif l'octroi de crédits. Ces Unions pourront faire des prêts s'étendant sur six années, en exigeant, bien entendu, les mêmes garanties que les banques populaires.

Il est difficile d'apprécier les résultats de cette innovation, puisque jusqu'à présent une seule union de coopératives a demandé à faire du crédit aux petits artisans en exécution de la loi du 1^{er} mai 1929. Sans doute, la suppression du monopole des banques populaires en matière de crédit aux petits artisans, peut secouer l'apathie de celles-ci, permettre aux camarades mêmes du solliciteur d'apprécier l'opportunité du prêt demandé, mais elle implique une organisation spéciale des groupes artisanaux, chargés d'une fonction bancaire qui n'est pas en règle normale de leur compétence. Il semble qu'on aurait pu, de préférence, obliger les banques populaires à créer des agences rurales, à donner des places dans leurs Conseils d'Administration aux représentants qualifiés des artisans ruraux, avant

d'exiger de ceux-ci un rôle de banquier. D'ailleurs, une proposition est actuellement pendante devant le Parlement en vue de modifier la loi du 1^{er} mai 1929.

* * *

En réalité, les défaillances indéniables du Crédit artisanal en France tiennent, pour une grande part, aux difficultés mêmes de la tâche : il s'agit de faire confiance à un travailleur qui n'a qu'un très modeste avoir matériel et il faut l'amener, préalablement à tout emprunt, à faire partie d'un syndicat, d'une coopérative, organismes susceptibles de se porter, sinon garants de ces emprunts, du moins agents de renseignements envers la banque.

Pour heureuse que soit l'évolution que les règles du crédit artisanal provoquent ainsi dans le sens d'une union des artisans entre eux, la nécessité de cette collaboration professionnelle préalable ralentit l'essor de ce crédit. La solution nous apparaît, non pas dans la suppression de cette subordination du crédit à la coopération, mais dans une définition plus large de l'artisan. Cet élargissement du cadre artisanal permettrait, d'une part, à la plupart des artisans de profiter du crédit individuel réservé jusqu'ici aux moindres d'entre eux ; d'autre part, par la participation d'hommes plus riches aux coopératives, il lierait ceux-ci au sort des petits artisans. Ceux-ci trouveraient parmi eux des gens susceptibles de servir de garants plus sûrs et d'encourager les

banques populaires à faire de plus larges ouvertures de crédit.

Ainsi serait résolu, sans changement législatif, le problème du crédit artisanal essentiel à la résurrection, à l'essor des métiers ruraux.

L'ÉQUIPEMENT RURAL

Tandis que dans un but d'ordre social on s'efforce de préserver et de développer la petite propriété rurale, les conditions économiques travaillent au regroupement des terres, à la création de grosses exploitations. A mesure que l'agriculture devient plus scientifique, les avantages de cette dernière apparaissent, en effet, plus marqués : la possibilité d'acheter des engrais en grande quantité, c'est-à-dire à un cours avantageux, de se procurer du crédit plus facilement et à meilleur compte, de contrôler les marchés, de vendre sans précipitation, constituent autant de facilités qui, si on laissait faire, aboutiraient au triomphe prochain de la grande propriété. Le paysan isolé ne résiste à la supériorité technique et commerciale d'entreprises équipées à la moderne, à la puissance économique née de la fusion de grandes exploitations agricoles avec des industries complémentaires transformant leurs produits, que parce qu'il apporte à sa tâche une ardeur particulière et ne connaît, bien souvent, ni trêve, ni repos.

Pour sauver le petit agriculteur d'un anéantissement certain par le seul jeu des forces économi-

ques, pour rétablir l'équilibre et l'équité, il faut donc, non seulement, favoriser la coopération des paysans isolés par la fiscalité, mais encore faire de ces coopératives agricoles les pivots de l'équipement rural de demain.

Une période de transition s'ouvre, à l'heure actuelle, entre la culture dans sa forme ancienne — dont la présente crise agricole signale brutalement la faillite — et la culture intensive, scientifiquement menée, avec un outillage abaissant les prix de revient. L'action des artisans ruraux, en qui nous voyons les agents d'exécution et d'expansion de cette transformation, reste subordonnée à de larges investissements de capitaux, investissements nécessaires tant pour moderniser la culture que pour procurer des clients à l'industrie.

* * *

L'Etat a songé à réaliser, par lui-même, ce financement de l'agriculture. Disposant de disponibilités de trésorerie évaluées, au 31 janvier 1930, à 18 milliards le Gouvernement a décidé de prélever sur ces réserves une somme de 5 milliards, pour l'exécution d'un programme d'outillage national. Aux termes mêmes de ce projet, 1 milliard 750 millions doivent être consacrés à l'équipement de l'agriculture, à raison de 300 millions pour l'électrification rurale, 300 millions pour les adductions d'eaux, 130 millions pour le reboisement, 50 mil-

lions pour l'Institut des recherches agronomiques, 300 millions pour la Caisse nationale agricole, 50 millions pour le désenclavement des communes en pays de montagnes, 300 millions pour la caisse d'avances aux communes, 250 millions pour le téléphone automatique rural, et 70 millions pour la radiodiffusion dans les campagnes.

Si l'utilité primordiale des travaux ainsi envisagés est certaine, une telle nomenclature laisse cependant entièrement de côté le développement des instruments de travail des paysans (machines, tracteurs, applications industrielles de l'électricité). A qui cette œuvre incombera t-elle ?

On espère que le crédit agricole à moyen terme, spécialement destiné aux dépenses de matériel, accomplira cette tâche. Consentant des prêts, pouvant atteindre dix ans, sans montant maximum et moyennant un intérêt qui ne peut être supérieur de 1 % au taux d'escompte de la Banque de France, on compte sur ce crédit pour doter l'agriculture de l'outillage nécessaire.

En fait, la loi du 15 juillet 1928 a élargi les possibilités des caisses à cet égard. En vertu de cette loi, l'Etat donne à la Caisse nationale de crédit agricole une avance de 500 millions à 3 % en empruntant lui-même à la Caisse des dépôts et consignations. Reprenant le système en vigueur pour les avances aux collectivités rurales en vue de l'électrification, l'Etat emprunte à un taux normal à la Caisse des dépôts, prête à bon marché à l'agriculteur et

fait payer la différence entre ces deux taux d'intérêt par le budget, c'est-à-dire par les contribuables.

Pour ingénieuse que soit cette formule, les moyens ainsi mis en œuvre sont, à la fois, trop lourds pour les finances publiques et disproportionnés avec le coût d'une rénovation des méthodes agricoles : c'est seulement par un vaste financement de la consommation des machines agricoles, réalisé par la collaboration des constructeurs d'outillage et des banques privées, garanti peut-être par l'Etat, qu'on pourra agir avec l'envergure nécessaire.

* * *

La formule ne serait pas nouvelle. Ce serait simplement l'extension au machinisme agricole des procédés bancaires de financement de la consommation largement pratiqué en Allemagne, en Amérique et introduit récemment en France pour l'automobile principalement : des instruments de travail utiles aux paysans seraient avancés par les constructeurs grâce à des crédits fournis par des banques spéciales ; ils seraient remis immédiatement, soit aux agriculteurs indépendants, soit de préférence aux coopératives agricoles chargées de leur manutention en vue de l'intensification de la production et, grâce à cette intensification, de leur remboursement ultérieur. .

Dans les pays où le financement de la consom-

mation existe, les banques spéciales qui interviennent entre le vendeur à terme et l'acheteur à crédit opèrent selon deux systèmes différents.

Dans un premier système, l'acheteur verse au vendeur un acompte minimum de 25 % de l'objet acheté, le reste étant payé par la banque, moyennant une rémunération et un certain nombre de garanties présentées par l'acheteur. Ce mécanisme s'est surtout développé en Allemagne, pour le commerce des automobiles et des tracteurs agricoles. Dans ce pays on a vu se créer diverses banques spéciales, telles que la Deutsche Automobil Bank, la Traktoren Bank à Berlin et l'Amstea filiale de l'American Steel and automobil products de New-York. En France les grands constructeurs d'automobiles, Citroën, Renault et Peugeot ont créé, sur ce type, des sociétés annexes pour financer leurs ventes. On estimait, en juillet 1929, le montant des ventes, réalisées par les marques ci-dessus à terme, à 25 %, ce qui représente environ 25.000 voitures et suppose, avec un prix moyen de 25.000 francs, des transactions portant sur 750 millions de francs. D'autres sociétés de crédit, de ce genre, se sont constituées : société pour le développement de la vente à crédit, Union pour le crédit à l'industrie nationale (filiale du Crédit Lyonnais et du Comptoir d'escompte), société d'escompte industriel, société de crédit à l'industrie française, etc...

Dans le second système de vente à crédit avec intervention d'un établissement bancaire, cet éta-

blissement ouvre à ses clients un carnet de chèques de crédit, avec avances d'un montant généralement égal à leur salaire mensuel et remboursables à tempérament. Il se couvre d'une partie de ses risques par réassurance de 60 % du crédit consenti ; le vendeur, de son côté, emploie une partie de la commission qui lui est attribuée, à la constitution d'un fonds de couverture de la portion du risque non assuré.

Le nombre des banques de ce genre est considérable aux Etats-Unis. En Allemagne, la Konsumkreditgenossenschaft de Koenigsberg, et la Citag constituent les plus importantes. En France, la Samaritaine a fondé sur ce modèle une société « La Semeuse de Paris » dont près de 300 maisons utilisent aujourd'hui les services. Cette société ouvre un compte à ses clients, après le versement immédiat par ceux-ci d'une somme égale au tiers du crédit accordé. Un bon-chèque est alors remis au client. Celui-ci choisit l'objet désiré dans une des maisons qui a un accord avec la Semeuse et paie à cette dernière le solde, soit les deux tiers, en douze mensualités égales.

* * *

Que l'on recoure à l'un ou à l'autre de ces deux systèmes, le financement de la consommation se heurte toujours à des critiques de principe et à des difficultés d'ordre pratique.

On reproche à ces facilités artificielles données

aux consommateurs d'aboutir à une augmentation des dépenses de luxe et de fantaisie et d'entraîner, par le surcroît de la demande et l'accroissement de la circulation fiduciaire, une hausse fatale des prix. On insinue que ces pratiques bancaires, tablant sur le crédit personnel de l'acheteur, vicient, par leur incertitude, l'organisation générale du crédit dans le pays.

Si ces critiques valent, en général, il semble qu'elles soient beaucoup moins probantes et puissent être tenues pour inexistantes, en cas d'extension du financement de la consommation au machinisme agricole et artisanal.

En cas de prêts d'instruments mécaniques de culture, ce ne sont pas des objets vains mais, au contraire, des investissements productifs, des moyens de multiplier la richesse paysanne qui sont répandus dans le public agricole. En face d'une production industrielle qui risque d'être excédentaire par affaiblissement du pouvoir de consommation des masses rurales, on se borne à augmenter artificiellement la demande de celles-ci en attendant que les paysans enrichis soient capables de rembourser et, bientôt, d'acheter par eux-mêmes les instruments de travail dont ils ont besoin pour s'enrichir.

Quant à la hausse des prix, elle est plus théorique que réelle. Si le volume de la circulation fiduciaire se trouve accru du fait de l'augmentation des transactions à terme ; si la banque qui finance la consommation fait naturellement entrer en ligne de

compte ses frais et son courtage, la hausse théoriquement occasionnée est effacée par la baisse du prix des fabrications que permet de réaliser une production en série beaucoup plus intensive. L'uniformité de la consommation, qu'exige l'établissement bancaire créditeur, entraîne des possibilités de fabrication en série multipliées qui diminuent, très sensiblement, les prix de revient industriels.

En réalité, le risque est plutôt pour les banques placées entre le vendeur et l'acheteur à terme, en raison des dangers juridiques et financiers qu'elles courent, peut-être particulièrement en France.

En Amérique, le vendeur ou la banque qui se substitue à lui — Finance Company — conserve un droit sur l'objet vendu, bien que celui-ci devienne la propriété de l'acheteur dès qu'il passe entre ses mains. En Angleterre, l'acheteur à terme est considéré juridiquement comme ayant loué l'objet avec une option d'achat qui lui permettra d'en acquérir la possession définitive lors du dernier paiement et, par suite, il n'y a aucune espèce de doute sur le fondement du droit de reprise de l'objet en cas de défaillance de l'acheteur. En France, au contraire, on est gouverné par le vieil adage « en fait de meubles possession vaut titre ». En conséquence, le vendeur n'est sûr que tant que l'acheteur ne s'est pas dessaisi de l'objet acheté ou qu'il n'est pas en déconfiture.

Du fait de ces particularités regrettables de la législation française, le crédit bancaire ouvert à un

acheteur à terme est un crédit personnel subordonné à la solvabilité, à la valeur morale de l'acheteur. La traite établie sur celui-ci est, dès lors, difficilement mobilisable si cet acquéreur est inconnu et sans surface. Vienne une crise et l'établissement bancaire ayant emprunté à court terme pour prêter et se trouvant en face de débiteurs insolvables connaîtra une situation de trésorerie extrêmement gênée.

Pour réels que soient ces dangers pour les établissements bancaires, il semble possible d'y parer, en fortifiant les garanties exigibles sur l'acheteur et en faisant intervenir, comme sécurité particulière, l'assurance-crédit.

* * *

Le financement de la consommation ne devrait être consenti que par des établissements spécialisés dans cette fonction, après réponse à un questionnaire très serré. D'autre part, ce crédit ne devrait pas être fait à des agriculteurs, mais à des coopératives agricoles : les chances d'insolvabilité seraient ainsi grandement diminuées. Enfin, le warrant agricole créé par la loi du 18 juillet 1898 permettrait de faire subsister sur les machines agricoles avancées l'espèce d'hypothèque mobilière qui existe en Amérique et qui réduit au minimum le danger juridique du financement de la consommation.

En raison du caractère, malgré tout, aléatoire de ces prêts, le risque de l'établissement bancaire prê-

teur pourrait être couvert par une assurance-crédit contractéeauprèsd'unorganismespécialisé danscette fonction. Il n'est même pas téméraire de penser que l'Etat se devrait d'intervenir également pour apporter sa garantie aux prêts d'outillage, ainsi envisagés.

A l'heure actuelle, en vertu de la loi du 10 juillet 1928, l'Etat garantit jusqu'à concurrence de 60 % le règlement des exportations effectuées au profit des administrations ou services publics étrangers et consacre à ce service une somme fixée annuellement par la loi de finances. Il semble qu'en reportant sur le financement de l'outillage agricole ce qu'il accorde actuellement à l'électrification rurale aujourd'hui à peu près réalisée, l'Etat pourrait faire une œuvre des plus utiles, tant pour l'emploi intensif des moyens mécaniques et électriques de culture, que pour le développement industriel de ce pays.

D'ailleurs, cette aide de l'Etat a reçu déjà une application pratique outre-Rhin : en Allemagne, le gouvernement central à pris à sa charge une partie des risques que courait une compagnie créée en vue de favoriser la vente de machines agricoles ; la Reichsbank, de son côté, a participé à la formation du capital social de cette société.

Si le financement du machinisme agricole par des établissements bancaires spéciaux soutenu par le jeu de l'assurance-crédit apparaît ainsi avantageux et pratiquement possible, il ne faut pas se dissimuler que la clef du problème se trouve dans l'extension de la coopération agricole.

Pour que les prêts d'outillage soient possibles et fructueux, il faut que les coopératives en deviennent les bénéficiaires et qu'elles apparaissent comme les pourvoyeuses officielles des paysans en matériel perfectionné. Il faut que ces coopératives, tout en laissant intact le morcellement juridique des terres, superposent au point de vue économique à l'action isolée et sans rendement du paysan sur son propre champ une méthode collective de culture qui peut, seule, être scientifique, bien outillée et largement rémunératrice.

Conçus sous cette forme et par l'intermédiaire des coopératives agricoles, les prêts à la consommation du machinisme de culture apparaissent, non pas comme un luxe, mais comme la remise aux paysans d'un capital d'exploitation qui, trop souvent, leur manque pour développer intensément scientifiquement leur production.

Pour la détermination des titulaires souhaitables de ces prêts, pour la mise en œuvre de tout cet outillage ainsi avancé et qui doit être productif pour être remboursé, il faut des hommes capables d'initier les cultivateurs, de les aider à s'enrichir à l'aide de ces méthodes nouvelles abaissant leurs prix de revient : c'est là le rôle des artisans ruraux.

AGRICULTURE & ARTISANAT

Si les désastres causés par des années de lutte ont fait évoluer les Etats au point de vue politique, du régime de la paix armée vers les solutions internationales, ils ont au contraire provoqué, en matière économique, un nationalisme étroit et inquiet qui s'est traduit, à toutes les frontières, par des tarifs de douane particulièrement rigoureux. Or, ce protectionnisme généralisé qui, de tous temps, eut privé les nations des débouchés et des sources d'approvisionnement nécessaires à leur activité, engendre à l'heure actuelle, par le fait d'industries multipliées pendant la guerre et artificiellement stimulées par l'inflation, la menace grandissante d'une véritable surproduction d'objets manufacturés.

Pour parer au danger de chômage qui les menace dans leur isolement, tous les grands pays s'efforcent, à l'heure actuelle, de constituer, par leur territoire, une unité économique suffisamment large pour trouver, chez eux, les fournisseurs et les clients dont ils ont le plus urgent besoin. Si la mise en valeur d'un domaine colonial est, pour les Etats, un moyen précieux d'équilibre entre la production et la consommation, l'agriculture sur le territoire métropolitain, est encore la meilleure manière pour eux

d'assurer leur stabilité à l'intérieur, comme leur indépendance vis-à-vis de l'étranger.

* * *

L'opposition qui se manifeste parfois entre le terrien et l'industriel ou le commerçant ne masque, en effet, que superficiellement la solidarité profonde qui unit leurs intérêts.

Quand la production agricole augmente, la capacité d'achat du paysan en produits manufacturés se trouve agrandie, tandis que la multiplication des denrées alimentaires produites, permettant un abaissement du prix de la vie et de tous les prix de revient, apporte à l'industrie, des facilités nouvelles d'expansion.

Réciproquement, l'activité industrielle et commerciale ne tarde pas à avoir, sur l'agriculture, une favorable répercussion. Non seulement la consommation de la ville s'accroît avec l'augmentation de sa richesse, mais à la crainte du déficit, à la préoccupation étroite du bénéfice immédiat se substitue, bientôt, dans l'usine prospère, un goût de recherches et de progrès scientifiques dont la terre — qui doit à la science ses techniciens, ses produits fertilisants, son outillage perfectionné — peut tirer à plus ou moins brève échéance le plus large profit.

La culture du sol apparaît ainsi pour un pays, non pas comme la source unique de toute sa richesse, mais comme la base élargie nécessaire pour stabili-

ser son économie. La division du travail qu'elle crée dans la nation et la diversité des points de vue qu'elle engendre, constituent, en outre, un gage précieux de tranquillité sociale et de pondération politique.

L'équilibre, dans un même territoire, entre les différentes branches de la production, rend, en effet, partielles les crises économiques et permet mieux d'en atténuer les effets sociaux. Véritable assurance contre l'éventualité d'un chômage étendu ou d'un déficit alimentaire inquiétant, cette coexistence de formes diverses d'activité marque, en outre, de son empreinte heureuse la vie sociale de la nation, l'élaboration de ses lois et l'examen préalable à ses décisions.

Le groupe rural, fondé sur une solide organisation familiale et un respect séculaire de la propriété, habitué par la lenteur même des productions du sol à une grande patience constitue dans un pays un élément pondérateur propre à faire intervenir, en face des esprits des villes, trop facilement séduits par les solutions hâtives et théoriques, l'utile contrepoids de la tradition, de la mesure et du temps.

Cette résistance opposée par les ruraux à la marche rapide de certaines évolutions a même pu faire croire qu'aucune préoccupation vraiment nationale n'élevait jamais leurs pensées au delà de l'horizon marqué par leurs champs. Or, s'il est vrai que le paysan s'attache trop souvent à n'assurer que la

sauvegarde de ses intérêts particuliers et témoigne une certaine indifférence pour les problèmes dont son genre d'existence le tient éloigné, nulle activité, cependant, en elle-même, ne contribue autant que la sienne à assurer l'indépendance du pays vis-à-vis des autres nations.

* * *

En rétablissant, dans la mesure du possible, l'équilibre entre la population et ses moyens propres d'existence, l'agriculture écarte le risque de sujétion, qu'un Etat, quels que soient son bénéfice d'exportation et le pouvoir d'achat de sa monnaie, assume toujours vis-à-vis de la nation étrangère qui le nourrit. Elle permet de résister victorieusement au danger de suprématie des cartels et des trusts des pays fournisseurs, en temps de paix ; en temps de guerre, la culture du sol crée les aliments indispensables à la poursuite possible des hostilités, elle fournit surtout, à l'heure dite, ce milieu rural, courageux et fécond, dans lequel les nations ont toujours trouvé les meilleurs défenseurs de leur territoire menacé.

Bien plus, à l'heure où les conflits internationaux évoluent de leur sphère politique et militaire traditionnelle vers les domaines économique et financier, l'agriculture offre encore dans cet ordre d'idées les éléments les plus certains d'une victorieuse résistance.

Par une production susceptible de diminuer les importations alimentaires impossibles à comprimer, par une épargne paysanne propre à compenser les effets d'une balance commerciale déficitaire, les champs fournissent les bases essentielles à la stabilité de la monnaie. La confiance que l'agriculteur témoigne volontiers à l'Etat dans ses placements, la lenteur de ses réactions sous l'effet de la crainte, constituent autant de facteurs psychologiques capables de consolider le crédit public et de décourager ou de rendre vaines, les atteintes étrangères portées à ce crédit.

* * *

Cependant, si l'agriculture par les produits qu'elle crée et les caractères qu'elle forge, constitue ainsi une garantie contre les troubles intérieurs ou internationaux, comme toutes les assurances, elle exige en contre-partie une véritable prime payée par la nation.

Cette prime, les Etats ont eu jusqu'ici l'habitude de la concevoir sous la forme de l'élévation des droits de douane et des prix intérieurs. Si utile que soit la protection actuellement accordée aux produits du sol, il n'est plus possible de chercher, dans une augmentation des prix, à la longue néfaste, le moyen trop négatif de rénover notre agriculture. Une œuvre de longue haleine doit être entreprise, consistant à diminuer les prix de revient des produits agricoles, en augmentant les rendements indi-

viduels des paysans grâce à l'emploi dans la culture des moyens d'action mécaniques et électriques auxquels l'industrie moderne doit son prodigieux développement.

Dans cette transformation propre à multiplier les bénéfices du cultivateur sans provoquer une hausse redoutable des prix, l'artisanat rural est appelé à jouer un rôle de premier plan.

C'est l'artisan de métier qui doit vaincre la routine, les résistances instinctives du cultivateur devant les procédés de la technique moderne, en le familiarisant à l'atelier communal de bricolage, dès la sortie de l'école primaire, avec les engins perfectionnés de culture. C'est lui qui doit apprendre à l'agriculteur, dont l'activité est jusqu'ici réduite par le chômage d'hiver, à porter au maximum son rendement individuel, mettre à la portée de la femme les rudes travaux de la ferme grâce à un outillage facile à manier, et permettre de joindre aux ressources de la ferme les recettes auxiliaires d'un métier d'appoint.

Seulement, pour réaliser cette mission essentielle, l'artisan de métier a besoin d'être à la fois scientifiquement choisi grâce à une orientation professionnelle bien conduite et sûre de ses jugements et judicieusement placé dans le lieu le plus favorable à son activité.

S'il en est ainsi, son rôle, pour avoir subi une éclipse, ne sera point diminué. Dans l'économie d'autrefois, l'artisan de métier était l'homme sensé

auquel l'indépendance et la philosophie proverbiales, l'à-propos volontiers gaulois et le sens de l'anecdote, assuraient une certaine popularité. L'apprentissage pratique à l'atelier, combiné avec une formation technique à la ville ou dans un cours professionnel local, modernisera sa physionomie et fera de lui le médecin-conseil des coopératives et des fermes bien outillées.

Cette évolution trouve déjà ses premiers symptômes de réalisation.

Les difficultés actuelles de l'agriculture entraînent les paysans vers l'association et, à défaut du remembrement des terres, s'effectue un rapprochement des personnes propre à multiplier les forces dont elles peuvent disposer. Les coopératives agricoles créent, de plus en plus, au-dessus de la division juridique des terres et des rivalités de partis, l'unité pour l'exploitation du sol. Par elles, les obstacles à l'application des procédés de culture perfectionnés, tenant aux trop petites propriétés, peuvent être aplanis et, par elles aussi, être atténuée la pénurie des terres en capitaux d'exploitation.

Ainsi, tandis que l'artisan rural, placier de l'usine et initiateur du paysan, apparaît comme le trait d'union, de plus en plus nécessaire, entre l'industrie et l'agriculture, les coopératives agricoles semblent les organismes les plus propres à permettre un financement de la consommation du machinisme par des banques spécialisées.

Multiplication des coopératives d'outillage, arti-

sanat rural, larges apports de capitaux, ces solutions du problème agricole ne sont pas si lointaines qu'on ne se le figure...

Dans une économie inquiète et troublée, les richesses naturelles tendent à reprendre la valeur essentielle qu'elles avaient autrefois et les pays dotés par la nature orientent instinctivement leurs forces vers la culture du sol, comme vers le moyen le plus sûr de sortir de l'insécurité chronique ou de la longue anémie dont ils se sentent menacés.

Vu : le Président de la thèse,
PIROU.

Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES :

- Semaine d'Artisanat rural de Lyon (1928).
Manuel de l'Artisan, de Jeanne Carlot.
La Crise de l'Artisanat rural, Hubert Ley.
Etude comparée droit local (Alsace), droit français, H. Ley.
La rénovation artisanale . Paris, 1929.

DOCUMENTS OFFICIELS :

- Rapports sur le budget de l'Enseignement technique, 1929,
1930.
Compte-rendu travaux Chambres de métiers d'Alsace, 1920-
1927.
Rapports au Conseil National Economique sur le problème de
l'outillage national.
Journal Officiel (Lois et Décrets, documents parlementaires,
Débats) 1928-1929-1930.
Règlement d'apprentissage, Chambre de Métiers d'Alsace,
3 juillet 1928.

PÉRIODIQUES :

- La Vie agricole et rurale.
La Formation professionnelle.
L'Artisan Français.
La France artisanale.
Le Capital (Edition économique), Bulletin de la Société d'Etudes
et d'informations économiques, Temps.
Revue internationale du Travail, etc..., etc..

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	1
I. — Initiation mécanique des agriculteurs.....	15
L'atelier de bricolage.....	17
Le métier d'appoint.....	30
L'artisanat féminin.....	41
II. — L'artisan de métier.....	51
Définition.....	53
Orientation.....	65
Formation.....	79
III. — Le financement de l'œuvre artisanale.....	99
Fiscalité artisanale.....	101
Crédit artisanal.....	114
L'équipement rural.....	128
Agriculture et artisanat.....	139

